

# Fin de session vinaigrée pour le gouvernement Bourassa

**DENIS LESSARD**

du bureau de La Presse  
QUÉBEC



«Ouf!» C'est probablement le bilan le plus candide que pourrait faire, spontanément, le premier ministre Bourassa, de la session qui vient de se terminer à l'Assemblée nationale. Vraisemblablement la dernière avant l'appel aux urnes, prévu pour le début de l'automne.

«Ouf!» parce que le gouvernement libéral, qui voguait sur une mer d'huile depuis son arrivée au pouvoir, en 1985, semblait en panne sèche depuis quelques jours, secoué au cours des dernières semaines par la cascade des révélations quant au zonage agricole à Laval.

Les accusations du Parti québécois étaient-elles fondées ou non? Le trésorier du Parti libéral, Tommy D'Errico, a-t-il eu un accès privilégié à la Commission de protection du territoire agricole? Il faudra attendre les conclusions d'une enquête interne, prudemment repoussées au-delà du scrutin, pour le savoir. Le député de Lac-Saint-Jean, Jacques Brassard, a mené une rude charge contre le gouvernement dans ce dossier.

Dans ce dernier droit, le gouvernement a paru souvent poussé dans les cables et a accumulé des répliques qui trahissaient une improvisation qu'on ne lui connaissait pas.

M. Bourassa a successivement approuvé, condamné et fini par absoudre son trésorier qui, de toute évidence, ne lui avait pas fourni toutes les informations au début. Le ministre de l'Agriculture, Michel Pagé, improvisant, a promis un projet de loi quitte à battre en retraite dès le lendemain. Il y avait du sable dans l'engrenage du gouvernement durant les derniers jours de la session à l'Assemblée nationale.

M. Bourassa avait pourtant très tôt flairé le piège. C'est sur cette question de l'intégrité de son premier gouvernement que l'opposition péquiste avait été portée au pouvoir en 1976.

«C'est comme Paragon, il n'y avait rien là», lançait cette semaine M. Bourassa, ajoutant ironiquement «avoir fait le tour de ses 27 cousins pour voir qui possédait des terrains».

«Si seulement nous avions eu une session de plus», disaient de leur côté, les stratèges péquistes.

Ces ratés autour du zonage auront peut-être moins de conséquences que ne l'espère l'opposition péquiste. Qui se souvient des raisons qui avaient forcé la démission du Solliciteur général, Gérard Latulippe, il y a deux ans, ou plus récemment de la controverse du poisson avarié où les ministres Pagé et Rémillard se sont renvoyé la balle?

**Malaise plus profond**

Bien avant que la question de Laval n'éclate au grand jour, tout ne tournait déjà plus rond pour le gouvernement Bourassa (bien que les sondages demeurent au beau fixe pour le PLQ). Même si, depuis mars, la nomination du ministre Claude Ryan au dossier linguistique a colmaté une brèche, le gouvernement arrive en fin de mandat avec bien des cicatrices de ce douloureux débat.

Trois ministres anglophones, dont l'un des plus prestigieux, Clifford Lincoln, ont démissionné parce qu'ils ne pouvaient accepter qu'on interdise l'utilisation de l'anglais dans l'affichage extérieur des commerces.

Un autre pilier du gouvernement, Michel Gratton, quittera essentiellement pour les mêmes raisons, sans l'admettre ouvertement toutefois. Comme le prévoyait le premier ministre, le débat paraît désamorcé du côté des francophones. Un malaise profond s'est toutefois installé entre le PLQ et la communauté anglophone, électoral captif qui s'était fait promettre la libéralisation de la langue d'affichage en 1985.

Baisse du membership, difficulté à recruter des candidats anglophones connus; M. Ryan peut affirmer que le problème linguistique est réglé, cette assurance ne trouve pas prise dans les comtés du West Island où les ministres Pierre MacDonald et John Ciacia reconsidèrent aussi leur avenir.

Parallèlement, l'équipe Bourassa paraît frappée de vieillissement prématuré, phénomène rare chez un gouvernement qui paraît voguer vers la victoire.

Un dizaine de députés tireront leur révérence. Certains parce qu'ils estiment le moment venu de mettre un terme à leur vie politique, d'autres, tels Claude Trudel (Bourget) et Gérard Latulippe (Chambly), parce qu'ils se sentent sous-utilisés et sont conscients qu'ils n'ont guère de chances d'accéder au cabinet.

Le ministre Pierre Fortier mettra fin à sa carrière parce qu'il ne peut espérer le portefeuille des Finances. Ses collègues Paul Gobeil, Pierre Paradis et Marc-Yvan Côté, trois vedettes de l'équipe de 1985, disent réévaluer leur carrière pour des raisons personnelles, à défaut de se voir confier des défis plus stimulants.

**Promesses tenues ou non**  
Le tumulte des dernières semaines ne doit cependant pas faire



PHOTO THEQUE La Presse

**Jacques Brassard, député péquiste de Lac-Saint-Jean: une dure charge contre le gouvernement dans des affaires de spéculation à Laval**

perdre de vue le bilan des 40 mois de pouvoir. Un coup d'oeil au catalogue des promesses libérales de 1985 permet de dresser un rapide décompte des réalisations et des engagements reportés.

À la dernière journée de session, Thérèse Lavoie-Roux a déposé un avant-projet de loi sur la réforme des services de santé et des services sociaux, fruit des deux années de travail de la Commission de Rochon — et d'une autre année de réflexion du gouvernement. Gestion plus serrée des hôpitaux, renouvellement des équipements et multiplication

des lits, tout ce qui était «la priorité des priorités» pour les libéraux de 1985, semble désormais repoussé à un prochain mandat.

Même scénario pour l'engagement de revoir la Loi sur les normes de travail, pour accorder plus de protection aux salariés à temps partiel. À la dernière minute, le ministre de la Main-d'oeuvre, André Bourbeau, a déposé un avant-projet de loi, autre énoncé d'intentions qui reporte le débat au prochain mandat, et éventuellement à un autre ministre. Ce faisant, il repousse à plus tard la mise en place d'un congé parental d'un an, recommandation du groupe d'étude sur la politique familiale — un autre cheval de bataille des libéraux de 1985.

MM. Paradis et Bourbeau ont, en revanche, mené à bon port l'ambitieuse réforme de l'aide sociale, un des principaux engagements du PLQ en 1985: abolir la discrimination fondée sur l'âge pour les assistés sociaux de moins de 30 ans. Pour plusieurs, cette réforme s'inscrira d'abord, selon les jalons posés par M. Paradis, comme un resserrement des contrôles sur les prestataires.

Toujours à la dernière minute, le gouvernement a donné le feu vert au partage d'un «patrimoine familial», susceptible d'assurer la tranquillité financière aux femmes qui font face à un divorce. La détermination de la ministre Monique Gagnon-Tremblay à faire avancer son projet, au sein d'un gouvernement d'hommes, réussira peut-être à faire oublier une autre promesse du PLQ, non tenue celle-là: examiner la participation des 800 000 femmes au foyer au Régime de rentes du Québec.

Dans le dossier de l'éducation, le ministre Ryan a mené jusqu'à bon port deux des engagements de son parti: la loi sur l'instruction publique et celle sur les élections scolaires. La promesse d'une réforme du mode de financement de l'enseignement post-secondaire



PHOTO THEQUE La Presse

**Un bizarre de problème pour un premier ministre dont le parti demeure grand favori des sondages: un nombre étonnant de députés libéraux ne brigueront pas les suffrages cet automne.**

re s'est toutefois limitée à une enveloppe de \$40 millions supplémentaires au dernier budget. Quant à la refonte du programme des prêts et bourses aux étudiants, elle devra attendre l'automne, et le prochain mandat.

**Redressement économique**

Dans le secteur économique, les résultats sont probants, bien que le Québec demeure fort éloigné d'un taux de chômage à 6 p. cent, promis par le candidat Bourassa en 1985. En dépit d'une conjoncture économique particulièrement favorable, le taux de sans-emploi frôle encore les 10 p. cent.

Les problèmes de fiabilité d'Hydro-Québec, depuis un an, ont montré que ce géant québécois avait des pieds d'argile. En revanche, les centaines de millions injectés pour l'agrandissement ou la création de quatre alumineries semblent un signe de confiance des investisseurs internationaux, tant pour les perspectives économiques du Québec que pour sa capacité de faire face à une demande croissante d'énergie.

Toutefois, les 12 000 mégawatts que le candidat Bourassa promettait d'exporter à la Nouvelle-Angleterre ont fondu com-

me neige au soleil. On parle désormais de moins de 3000 mégawatts, vendus par une société d'État qui ne peut plus répondre à la totalité de la demande québécoise.

La vague des privatisations, une autre priorité des libéraux de 1985, a été stoppée à mi-chemin, après que la vente de Québecair ait soulevé un tollé. Après s'être départi d'un tel «canard boiteux», le gouvernement était moins pressé de laisser tomber les actions prometteuses de Domtar ou de confier à d'autres la planche à billets qu'est devenue la Société des alcools qu'on voulait privatiser.

Même attentisme dans le dossier des heures d'ouverture des commerces. L'intention de normaliser une situation chaotique fut rapidement enfouie sous le boisseau, après une levée de bouclier.

L'assainissement des finances publiques, favorisé par la croissance économique généralisée en Amérique du nord, paraît réalisé. Le ministre des Finances, Gérard D. Levesque, a en quatre budgets fait oublier les déficits de ses prédécesseurs péquistes. Il a atteint sa cible de \$1,5 milliard pour cette année. En revanche, Québec dépensera encore \$250 millions de plus qu'il n'encaissera cette année, même s'il avait promis d'éliminer ce recours aux emprunts pour «payer l'épicerie».

Habile politicien, Robert Bourassa proposera d'autres cibles lorsqu'il lancera, dans quelques semaines, le prochain appel au peuple. Sondages obligent, il enfourchera vraisemblablement la croissance démographique du Québec et la protection de l'environnement comme principales montures.

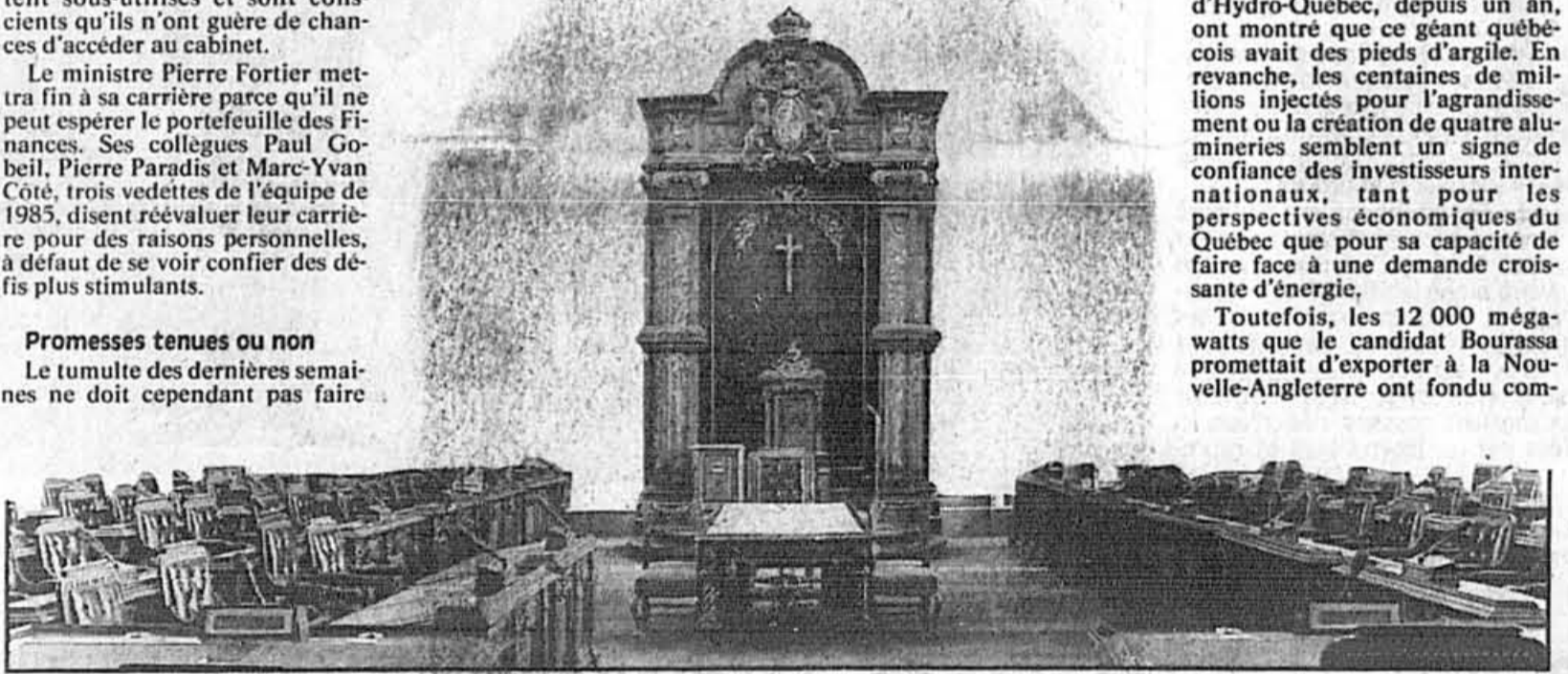


PHOTO THEQUE La Presse

Lors d'une prochaine session de l'Assemblée nationale, une portion importante de nouveaux députés occuperont ces fauteuils.

# Le taux de pénétration de l'informatique au Québec est très élevé

La fonction publique québécoise est une des dix fonctions publiques nord-américaines les plus informatisées

**CHRISTIAN LATREILLE**  
collaboration spéciale

À l'aube des années 90, le taux de pénétration de l'informatique dans la société québécoise est remarquable. Que ce soit dans la fonction publique, dans l'entreprise ou à la maison, le Québec semble avoir négocié le virage technologique d'une façon plus que respectable.

C'est ce que révèle une étude publiée par le ministère des Communications et qui dresse le premier bilan de l'informatisation au Québec. D'après cette étude, intitulée «L'informatisation du Québec, profil de la demande», les différents milieux de travail se sont très bien adaptés à l'informatique.

Présentement, la fonction publique québécoise est une des dix fonctions publiques nord-américaines les plus informatisées. Un poste de travail sur trois utilise un terminal à écran de visualisation. Selon Jean Mercier, professeur d'administration publique à

l'Université Laval, la résistance aux changements s'est à peine fait sentir chez les fonctionnaires.

«L'informatique est aujourd'hui intégrée dans tous les ministères et les organismes gouvernementaux. La très grande majorité des employés du secteur public aurait beaucoup de difficulté à s'en passer aujourd'hui», affirme M. Mercier.

Pour Guy Fréchet, chercheur pour le groupe de recherche sur l'informatisation de la société, même les syndicats ne considèrent plus l'informatique comme une menace pour l'emploi.

Selon lui, les syndicats ont intégré dans leur propre stratégie de négociation le fait de travailler avec des outils plus efficaces. «Les fonctionnaires sont les premiers à vouloir s'approprier l'informatique, afin de démontrer qu'ils peuvent eux aussi être plus productifs», dit-il.

Cependant, il est encore difficile, voire impossible, de démontrer si l'informatique augmente la productivité des individus. Car le concept de productivité tel qu'on

le connaît est relié à la production de biens et nous vivons dans une économie de services.

Selon Lucie Deschênes, du Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail, on doit utiliser d'autres termes pour définir la productivité dans le secteur des services. C'est alors que l'efficacité, l'efficience et la qualité du travail entrent en jeu.

**Impact sur l'emploi**

Il est également difficile de déterminer, pour l'instant, l'impact de l'informatisation du travail sur la perte ou la création d'emplois. Certains secteurs ont été plus durement touchés, le secrétariat par exemple, tandis que chez les professionnels, il y a eu création d'emplois.

«Dans l'ensemble, le bilan de l'informatisation est positif. D'un côté, les employés se sont rapidement habitués aux nouveaux outils de travail et, de l'autre, les entreprises ont déployé beaucoup d'énergies pour adapter leur production à l'informatique», dit Lucie Deschênes.

D'ailleurs, 80 p. cent des entreprises québécoises sont informatisées. C'est-à-dire qu'elles possèdent au moins une innovation à base d'ordinateur. 50 p. cent des petites et moyennes entreprises utilisent au moins une pièce d'équipement de bureautique comparativement à 40 p. cent aux États-Unis et à 36 p. cent en Angleterre.

Pour André Caron, directeur du Département de communication à l'Université de Montréal, l'informatique a été l'occasion pour plusieurs d'acquiescer plus de pouvoir au sein de l'entreprise.

«Aujourd'hui, les adjoints ou les cadres moyens sont plus puissants dans l'organisation car ils investissent du temps dans les nouvelles technologies. Ils apprennent les systèmes et en deviennent les experts. Ils ont donc accès à beaucoup d'information ce qui leur confère plus de pouvoir sur leurs collègues.»

**À domicile**

Mais les entreprises ne sont pas les seules à avoir apprivoisé l'or-

dinateur. En 1987, 14 p. cent des ménages québécois possédaient un micro-ordinateur. On prévoit qu'en 1990, cette proportion atteindra 20 p. cent.

«C'est énorme, dit André Caron, et le nombre d'utilisateurs risque d'augmenter encore, car les manufacturiers ont enfin compris que la machine devait s'adapter au langage des personnes. Et non l'inverse!»

Selon une étude réalisée par le Département de communication de l'Université de Montréal, l'implantation de l'informatique dans les foyers québécois s'est fait progressivement. Au début, en 1983, 20 p. cent des gens qui s'étaient achetés un appareil ont complètement refusé de prendre le virage et se sont tout simplement départis de leur micro-ordinateur. Une autre tranche de 20 p. cent en a acheté un second. Enfin, 60 p. cent des acheteurs d'ici ont décidé de garder leur ordinateur et de continuer à explorer ses capacités.

Évidemment, les deux tiers du temps d'utilisation du micro-ordinateur à la maison est consacré aux jeux. L'informatique, après la télévision, vient au deuxième rang des loisirs à domicile. En revanche, le travail à domicile et les applications de gestion budgétaire occupent 40 p. cent du temps d'utilisation.

L'informatique fait maintenant partie du quotidien. Malgré toutes les appréhensions à l'égard de l'informatisation, les fabricants, de concert avec les entreprises et les utilisateurs, ont permis à l'ordinateur de devenir plus convivial, c'est-à-dire plus aisément utilisable par un public non spécialisé.

De «monstre à bouton», inaccessible et antipathique, l'ordinateur est devenu un outil de travail indispensable. Les fonctions publiques, comme les entreprises et les individus à la recherche d'un loisir ou d'un outil domestiques, semblent l'avoir compris.

CHRISTIAN LATREILLE est un journaliste pigiste de Montréal

## Le pouvoir des femmes journalistes

Les femmes journalistes sont de plus en plus nombreuses au Québec. Huit ans après le colloque *Les femmes et l'information*, on peut tirer une conclusion: les femmes constituent une présence sur laquelle l'information doit désormais compter. Possèdent-elles un pouvoir important? Sont-elles plus ambitieuses et déterminées qu'auparavant? Ont-elles plus d'influence sur les choix éditoriaux et la nature même de l'information? Plusieurs des femmes journalistes les plus connues du Québec répondent à cette interrogation.

page B 6



## Développer le Québec

Recteur de l'Université du Québec à Montréal, Claude Corbo admit que l'évolution de cet établissement a épousé celui de la société québécoise. Lui qui veut avant tout servir le Québec, que ce soit à son poste actuel ou comme professeur ou fonctionnaire, est heureux de ce que l'UQAM ait développé de nouveaux secteurs d'excellence qui placent l'université en position de pointe dans les sciences de la gestion. L'avenir, il le voit heureux par l'intégration harmonieuse des neo-Québécois et le renoncement à la violence.

page B 7



# Le Québec francophone: un éternel combat

Un peu plus d'un an après l'élection de M. Jacques Parizeau comme chef du Parti québécois, cinq mois après la fameuse loi 178 sur la langue, trois mois avant les élections générales au Québec, un an avant que l'entente du lac Meech soit entérinée ou rejetée par Ottawa et les dix provinces: c'est dans ce contexte que le Québec célèbre son nationalisme, sa fête nationale.



En cette veille de la Saint-Jean, il n'y a pas de péril en la demeure. Il n'y a pas de véritable tempête politique. Il n'y a pas de drame. Il n'y a pas de crise. Le contexte politique est calme. Terme même. Il faut toutefois se méfier des eaux qui dorment...

Sous des dehors de tranquillité, d'une apparente indifférence, de somnolence même, les Québécois d'aujourd'hui, comme ceux d'hier et de demain, sont profondément nationalistes.

Nationalisme ne veut pas dire séparatisme ou souverainisme. Mais nationalisme ne veut pas dire non plus fédéralisme à tout prix. Le nationalisme, c'est une doctrine qui revendique, pour la nation, le droit de pratiquer une politique dictée par la seule considération de sa grandeur, de sa puissance, et se fonde sur l'exaltation de l'idée de patrie ou de nation (Larousse). C'est ça le nationalisme québécois.

Historiquement et majoritairement, les Québécois choisissent d'abord le Québec. Les francophones d'ici sont fiers de leur «pays». Ils sont fiers de ceux qui les défendent. Ils sont fiers de ceux qui véhiculent leurs aspirations profondes et, peut-être, encore secrètes. Ils sont fiers de leurs héros. Les témoignages rendus à la mort de René Lévesque et de Félix Leclerc demeurent éloquentes. Présents dans les esprits et dans les coeurs.

Les Québécois doivent se protéger s'ils veulent conserver leur identité propre. Il y a des dangers. Surtout pour les francophones.

Le Québec francophone est minoritaire au Canada. Il est entouré de 250 millions de parlants anglais en Amérique du Nord. Ses immigrants choisissent majoritairement l'anglais. La natalité chez les couples francophones est en baisse dramatique. La mondialisation des rapports culturels et techniques et des échanges économiques et commerciaux se fait en anglais, en allemand, en japonais, en espagnol mais de moins en moins en français. Il y a des raisons de s'inquiéter, sans toutefois établir un mur de Chine autour du Québec.

À l'inverse, les Québécois francophones sont de plus en plus présents dans les postes de commande, ici même et à l'échelon international. Les sommités québécoises sont de plus en plus nombreuses et compétentes et leur influence est de plus en plus grande dans un grand nombre d'activités culturelles, sociales, économiques.

Inquiétude et espoir s'entremêlent. Il faut éviter de trop se refermer sur soi-même, de se rapetisser, de se diminuer à l'heure du village global. À l'autre extrême, il faut éviter de se laisser envahir au point de disparaître, sans même s'en rendre compte, comme société majoritairement francophone, société distincte ayant un sens d'appartenance à ses racines et à son histoire.

Le Québec francophone aura toujours un combat à mener s'il veut vivre et être reconnu. Mais ce combat peut être positif. Combat mené par la qualité de ses personnes et de ses institutions démocratiques; par le respect de ses valeurs fondamentales et de ses richesses naturelles et humaines; par l'excellence de ses réalisations sociales, culturelles, économiques et politiques; par la protection de sa qualité de vie et le développement de sa joie de vivre.

Au-delà de toutes les contraintes climatiques, géographiques, linguistiques, politiques, économiques, sociales, il fait bon vivre au Québec. C'est un constat maintes fois répété mais qui permet de réfléchir et de se resituer comme société à l'occasion de la Saint-Jean.

Usé à la corde, cet axiome conserve néanmoins tout son sens: «Quand on se regarde, on se désole; quand on se compare, on se console.»

Claude MASSON

## Parizeau chez les Parisiens

Certaines personnes se sont sans doute demandées pourquoi le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, était allé faire un voyage à Paris à un si étrange moment. Le Québec vivait les derniers jours d'une session parlementaire où les deux partis fourbissent leurs armes pour la campagne électorale. En outre, M. Parizeau ne sera pas au Québec le 24 juin, le moment par excellence où s'exprime le nationalisme que son parti veut incarner.



Mais ce voyage, peut-être étonnant au premier abord, s'inscrit pleinement dans l'une de nos traditions politiques. Les capitales étrangères exercent un pouvoir d'attraction certain sur nos dirigeants et les inspirent. On ne peut pas oublier l'effet euphorisant que Paris a toujours eu sur les ténors du Parti québécois. Paris délie les langues, suscite l'audace. C'est à Paris que Bernard Landry a tenu ses propos les plus explosifs. C'est également à Paris que René Lévesque s'est laissé emporter à commettre sa pire gaffe économique, le contrat d'ordinateurs scolaires à Bytech-Comterm.

Ces remarques n'ont pas pour but d'accabler le Parti québécois. Le premier ministre Bourassa a lui aussi cédé aux attraits de l'étranger. Mais la culture libérale n'étant pas la péquiste, c'est New York qui enivre le chef libéral.

Cette présence en France, M. Parizeau l'explique par son désir de «remettre en circulation, à Paris, cette idée de la souveraineté du Québec». On pourrait à priori s'étonner de cette démarche, croire que le chef péquiste met la charrue avant les boeufs, puisque la meilleure façon de réactiver cette idée à Paris est très certainement de la réactiver d'abord ici.

Mais en politique, les choses ne fonctionnent pas toujours avec la plus grande logique. Pour paraphraser MacLuhan, on pourrait dire que le podium est le message. L'endroit où l'on prononce un discours est souvent plus significatif que le discours lui-même. Les propos que M. Parizeau a tenus sur les progrès du projet indépendantiste n'auraient certainement pas le même retentissement s'ils avaient été tenus à Magog ou à Repentigny. Paris lui a donné un prestige certain: et c'est ainsi que des déclarations qui seraient passées inaperçues ici sont soigneusement consignées par les journalistes et reproduites dans les médias.

Nul n'étant prophète dans son pays, ni même dans sa province, c'est ainsi que M. Parizeau, même s'il est loin du feu de l'action, est plus présent que s'il était resté au Québec.

Alain DUBUC

## La récompense au moins méritant

Deux ministres du cabinet Bourassa, Michel Gratton et Pierre Fortier, ont eu droit, mercredi, aux applaudissements de leurs collègues alors qu'ils votaient à l'Assemblée nationale pour la dernière fois.

Il s'agissait, dans les deux cas, d'applaudissements mérités. S'ils ne furent pas les ministres qui ont le plus marqué l'histoire politique du Québec, nul doute que MM. Gratton et Fortier ont bien servi, chacun dans son champ d'action, les intérêts des Québécois qui les ont élus.

Même chose d'ailleurs pour ceux de leurs collègues, libéraux comme péquistes, qui ont annoncé leur intention de ne pas se représenter. Les Claude Trudel, Claude Filion, Jean-Pierre Charbonneau, Jean-Guy Parent n'ont pas à rougir de leur contribution. Le Québec doit savoir remercier ceux qui l'ont servi au meilleur de leur habileté.

D'autres parmi les membres de l'Assemblée nationale, bien qu'ils n'aient pas encore fait connaître leur décision, ne se représenteront probablement pas. On pense par exemple à la ministre de la Santé et des Services sociaux, Mme Thérèse LaVoie-Roux. Eût-elle annoncé son départ mercredi, il est évident qu'elle aurait eu droit, malgré toutes les difficultés que connaît le réseau de la santé, à un concert d'éloges. Il faut des nerfs solides, au Québec, pour occuper un tel ministère.

Cela étant dit, tous les départs ne sont pas aussi désintéressés et dignes d'applaudissements. Innocenté par un tribunal de diverses accusations de malversation, le député de Saint-Henri, Roma Hains, a eu la sagesse de se retirer de lui-même, sans réclamer son dû. Tout le monde lui en sait gré.

Tel n'est pas le cas, toutefois, de l'ancien Solliciteur général Gérard Latulipe. Inutile de rappeler ici toutes les péripéties qui ont amené M. Latulipe à démissionner du cabinet. Peu importe que, légalement, M. Latulipe ne soit pas coupable de conflit d'intérêts, les faits ont démontré qu'il a manifesté un manque flagrant de jugement. Bien piètre qualité pour devenir représentant du Québec à Mexico, le poste que vient de lui confier M. Bourassa!

Si M. Bourassa voulait éloigner un gêneur à la veille des prochaines élections, le prix semble exorbitant. Dans la fonction publique québécoise ou à l'extérieur, il ne manquait pas de personnes bien mieux qualifiées pour remplir un tel poste.

Pierre VENNAT

## BONNE FÊTE



Claude MASSON  
DROITS RÉSERVÉS

## Le problème que veut résoudre l'accord Meech ne disparaîtra jamais de lui-même

MARCEL ADAM

Dans douze mois exactement expirera le délai statutaire de trois ans et l'accord du lac Meech deviendra caduc s'il n'a pas été entériné par les deux provinces récalcitrantes, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba.



La consommation de cet échec coïnciderait avec la célébration de la Saint-Jean-Baptiste au Québec, et peut-être aussi avec l'élection à la tête du Parti libéral — si le cours des choses ne change pas — de l'adversaire déclaré de cette réforme, Jean Chrétien.

Une coïncidence qui prendrait une grande valeur symbolique à la bourse politique.

Malgré l'optimisme de commande de MM. Mulroney et Bourassa, le ton alarmiste de leurs interventions publiques des derniers jours trahit une inquiétude qui s'accorde avec le pessimisme de tous les observateurs quant aux chances de rallier les dissidents.

Si les événements donnaient raison aux pessimistes, ceux qui étaient favorables à l'accord se désoleraient que le Canada ait raté une chance unique de revitaliser la fédération canadienne, alors que ses opposants chanteraient un *Te Deum* pour rendre grâce au ciel d'avoir préservé le Canada d'un grand malheur.

Pierre Elliott Trudeau savourerait plus que quiconque un éventuel échec, lui qui aura joué un rôle déterminant dans

la campagne de démolition d'une entreprise destinée à court-circuiter l'oeuvre de sa vie.

Si les adversaires de Meech avaient gain de cause, qu'elles en seraient les conséquences?

Le premier ministre ontarien David Peterson avertissait, mardi, ses homologues réticents et ceux qui combattent l'accord que celui-ci est plus important pour le Canada que pour le Québec. Il traduisait à sa manière une mise en garde faite plus d'une fois par Robert Bourassa aux adversaires de Meech. Et à l'instar de M. Mulroney, de l'état-major du Parti libéral du Québec et de plusieurs supporters actifs de l'accord, M. Peterson a aussi évoqué le spectre de la renaissance du séparatisme advenant un échec qui pourrait être perçu au Québec comme une seconde humiliation après celle de la réforme de 1981-82 faite sans l'accord du gouvernement québécois.

Je ne crois pas qu'une telle éventualité ferait épouser subitement le programme péquiste par la majorité des Québécois.

Est-ce à dire que cet échec n'aurait pas de conséquences sérieuses à long terme?

Le professeur Albert Breton a évoqué les effets négatifs qu'un échec de Meech pourrait provoquer au Québec, lors de l'étude de l'accord, au Sénat, le 30 mars 1987.

Pour lui les conséquences seraient graves parce que ce serait perçu comme un refus aux forces fédéralistes du Québec ou aux personnes que le séparatisme ou les questions constitutionnelles n'intéressent pas. Un échec serait exploité en ce sens par certaines personnes.

Lorsque le tour de M. Trudeau est venu, on lui a deman-

dé ce qu'il pensait de ce point de vue.

Il a admis qu'un échec causerait du «brasse-camarade en Landerneau» et il a rappelé un propos antérieur du professeur Laurent Picard disant que les choses ne pourraient plus être comme avant, car se faire retirer une offre c'est plus difficile à prendre que si elle n'avait jamais été faite.

M. Trudeau croit que l'attitude des médias pourrait faire une grande différence s'ils expliquaient que le Québec a déjà dit non deux fois au reste du Canada (en 1964 et 1971), qu'aucun des premiers ministres signataires de l'accord n'est revenu sur sa parole, que les nouveaux-venus dissidents n'étant pas parties à cet accord n'ont pas voulu le signer avant de savoir «ce que ça veut dire».

«Si les médias le disaient aux Québécois, au lieu de pousser de grands cris d'indignation, dit-il, je pense qu'ils tourneraient la page et regarderaient qui a gagné le dernier match de hockey (...) Je pense que le sens de l'équité finirait par calmer les esprits et qu'on finirait par se demander si la Constitution peut intéresser quelqu'un au fond.»

Ce serait, croit-il, comme après la réforme de 1981-82: «Est-ce que madame Grégoire, de la rue Panet, cela l'inquiétait beaucoup?... Après un moment la poussière finit par retomber.»

M. Trudeau a peut-être raison. Mais je suis porté à penser que les choses ne pourront plus jamais être comme avant à cause de ce que disaient les professeurs Breton et Picard. Même si M. Trudeau avait raison sur les conséquences de l'échec de l'accord Meech, il aurait tort

de croire que sa réforme a résolu le problème constitutionnel pour un millénum.

Parce qu'elle a été réalisée non seulement avec le désaccord du gouvernement légitime du temps, mais avec la désapprobation officielle des deux partis fédéralistes de l'opposition, cette réforme a eu pour effet d'introduire dans le corps fédéral un venin qui pourrait s'avérer mortel si rien n'est fait pour l'extraire.

Même si la population était dans l'ensemble indifférente à cette question, aucun parti fédéraliste du Québec ne pourrait passer l'éponge sur ce qui s'est passé en novembre 1981; et tous les gouvernements se verraient toujours forcé d'agir en conséquence, notamment en boycottant le processus de révision de la Constitution. Et cela tant que ce contentieux n'aura pas été résolu.

Au surplus cet événement a exacerbé les tendances provinciales du Québec et on peut lui attribuer une bonne part de responsabilité dans le virage résolument nationaliste pris sous Claude Ryan par le Parti libéral du Québec, au plus fort de la crise constitutionnelle de 1981-82.

L'accord Meech, quoi qu'on en pense, se veut une solution à ce problème lancinant. Si cette tentative échoue il faudra inévitablement trouver un autre correctif.

Mais ce ne sera pas plus facile parce que le Québec ne pourra pas exiger moins que ce qu'on est venu bien près de lui donner; il pourrait même exiger plus pour satisfaire des ambitions qui grandissent proportionnellement à l'affaiblissement des convictions fédéralistes.



Gerald LeBlanc

## L'équivoque d'une moitié de pays

René et Félix sont morts. J'ai vainement cherché les noms de Gilles Vigneault, Pauline Julien, Renée Claude et autres chanteurs attitrés du nationalisme, dans le programme des fêtes de la Saint-Jean.

C'est sans doute qu'ils ont vieilli, mais Fernand Gignac n'a guère rajeuni et se trouvait, hier, avec René et Nathalie Simard, parmi ceux qui ont chanté Félix, au Complexe Desjardins. Le tout retransmis en direct par Télé-Métropole, qui affichait ouvertement ses couleurs, en souscrivant à la caisse du « non » en 1980.

Depuis la célèbre parade de 1968, où Pierre Elliott Trudeau avait bravé Jean-Baptiste, la fête nationale s'adapte à l'humeur collective des Québécois.

Après les émeutes de 68-69, ce fut la guerre d'usure, dans le Vieux-Montréal, entre l'escouade anti-émeute et le pan nationaliste de la génération du baby-boom. On savait qu'ils allaient nous casser la gueule, mais on ne pouvait s'abstenir de les forcer à briser notre fête.

Puis, la grande dame de cœur, Lise Payette, nous convia aux bacchanales de la Montagne. Récupérée par le Parti québécois, en rapide marche vers le pouvoir, la fête allait graduellement perdre son mordant revendicateur, son allure de marche vers une terre promise qu'on croyait arrivée.

Comme par un vieux lundi de lendemain de veille prolongée, les anciens piliers des célébrations nationales avaient le vague à l'âme, le cœur à la lamentation et à la morosité plutôt qu'à la fête, après le rendez-vous manqué du référendum de 1980.

Et Jean-Baptiste, ce précurseur qui annonçait la venue de quel qu'un d'autre, s'est révélé un patron tout désigné pour ceux qui fêtent le pays de leur cœur et habitent celui de leur tête.

La fête continue donc en s'adaptant au cheminement sinueux de ses enfants. C'est pourquoi elle constitue un excellent miroir de notre évolution, de nos changements profonds, souvent masqués par les dinosaures de la révolution tranquille.

Quand on voit Robert Charlebois passer allégrement de la fête du Québec à celle du Canada, avant en revenant à la première en attendant notre annexion à la



Les émeutes de la fête de 1968.

Nouvelle-Angleterre, on peut en effet avoir l'impression que rien ne change au pays de Maria Chapdelaine.

Quand on écoute Jean Chrétien ou Jacques Parizeau, on peut en effet croire que rien n'a changé depuis l'affrontement Bourgault-Trudeau, lors des fêtes de 68.

Et pourtant quand Monsieur le banquier parle de Montréal, comme si le tissu ethnique de la métropole n'avait pas changé radicalement, ce sont les jeunes péquistes qui claquent les portes de cette enceinte passiste.

Et pourtant quand le petit gars de Shawinigan se fait applaudir à Calgary, en ridiculisant le concept de Québec société-distincte, ce ne sont plus les indépendantistes mais ses frères fédéralistes, Robert Bourassa et Jean-Claude Malépart, qui se dressent sur son chemin.

Et pourtant, Ghislain Dufour, qui n'a jamais manqué une occasion de contrer les efforts de francisation du Québec, conformément aux désirs de ses employeurs au Conseil du Patronat, n'ose plus décrier trop ouvertement la loi 178. « J'ai découvert dans ce débat des francophones très nationalis-

tes », confiait-il récemment aux journalistes.

Et oui, à travers la tourmente nationaliste du dernier quart de siècle, les gens d'affaire ont aussi pris l'habitude de se définir comme Québécois d'abord. Ils ont surtout acquis le droit de le dire ouvertement, sans se faire rabrouer par l'establishment qu'ils contèrent de plus en plus.

Et oui, René Simard marche pour la loi 101, en disant: « Je compte avoir des enfants et je voudrais qu'ils puissent vivre en français ».

Et oui, les libéraux de Robert Bourassa adorent maintenant la loi 101, qu'ils ont désespérément tenté de brûler sur l'autel du fédéralisme, pendant plus d'une décennie.

C'est finalement ce moment incertain de notre mutation nationale que reflètent les fêtes nationales de 89: la pyramide québécoise francophone s'élargit et se diversifie, tout en donnant l'impression de s'affadir.

Où allons-nous? Lors d'une récente visite à Québec, qu'on appelait naguère capitale nationale, un vieux routier de la politique qué-

bécoise me dressait le scénario suivant. « Robert Bourassa va être réélu facilement à l'automne. L'accord du Lac Meach sera rejeté par le Canada, avec l'appui de Jean Chrétien, qui deviendra chef du PLC. Ce sera ensuite le duel entre Chrétien et Bourassa pour savoir qui parle au nom des Québécois. Bourassa aura alors recours aux référendums sectoriels (la langue, l'immigration...) pour négocier les remparts de la société distincte. » Il oublie hélas l'Irlandais Brian Mulroney, le petit gars de Baie-Comeau, qui parlait de « notre » fête nationale, lors d'un discours pour la Saint-Jean-Baptiste, à Valleyfield.

C'est un scénario qui en vaut bien un autre. Peu importe, la fête nationale d'une déviance continentale (le refus du melting pot anglo-américain) aura toujours sa part d'ambiguïté et de contestation de l'ordre établi. Ce sera toujours équivoque de célébrer une moitié de pays.

C'est pas parce qu'on est mêlé, qu'il faille s'abstenir de fêter.

Bonne fête nationale et bonnes vacances. On se retrouve fin juillet, trois semaines après la fête du Canada.



Lysiane Gagnon

## Une injustice à demi réparée

Imaginons deux minutes que le nursing aurait été de tout temps une profession masculine. Croit-on que cette catégorie de travailleurs aurait dû se battre pendant tant d'années pour obtenir un salaire à peine décent?

Les infirmières — des femmes à 90 p. cent — constituaient, et constituent encore, malgré le mince compromis que vient de leur consentir le gouvernement, l'illustration typique de l'inéquité salariale qui affecte les « ghettos d'emploi » féminins.

D'autres groupes de travailleuses sont également sous-payées, comparativement à des emplois traditionnellement masculins qui exigent un moindre scolarité, moins de polyvalence et des qualifications moins poussées: les secrétaires notamment, et les téléphonistes là où, comme dans les journaux où elles font le lien entre le public et la rédaction, leurs responsabilités excèdent considérablement la définition de tâche habituelle.

Mais parce que les infirmières sont au centre de l'activité la plus névralgique de la société, parce qu'elles sont le pivot du système de santé et qu'elles travaillent dans l'essentiel, c'est à dire, littéralement, dans des questions de vie et de mort, elles ont pu bénéficier de l'indéfectible soutien de l'opinion publique.

Hier, un sondage CROP-LA PRESSE confirmait ce phénomène exceptionnel: dans ce conflit qui a mis en péril les soins hospitaliers, 72 p. cent des contribuables étaient du côté des infirmières et seulement 12 p. cent soutenaient la position gouvernementale. Or, jamais dans l'histoire contemporaine n'a-t-on vu le public appuyer des employés d'hôpitaux en grève. C'est dire à quel point l'injustice était manifeste.

De fait, le compromis final est loin de rendre justice aux infirmières.

Le gouvernement a heureusement reconnu la scolarité (les infirmières ayant poursuivi leurs études à l'université seront mieux rémunérées), et augmenté les primes liées aux fonctions les plus exigeantes, mais le salaire de base reste scandaleusement bas si on le compare à d'autres métiers et professions où la scolarité et les responsabilités sont infiniment moindres.

Pourquoi les infirmières sont-elles moins payées que les chauffeurs d'autobus? Ne cherchez pas. Parce qu'elles appartiennent à une profession traditionnellement féminine.

Le gouvernement a fini par allonger un minable 2,5 p. cent de plus pour chacune des deux dernières années de la convention. Cela n'a rien d'une grande faveur, considérant l'ampleur du rattrapage qu'aurait justifié le principe de l'équité salariale.

\*\*\*

De toute façon, dans ce dossier, le gouvernement Bourassa a été au-dessous de tout.

Pendant des mois, il s'est obstinément accroché à la règle inepte de l'égalitarisme aveugle: tout le monde devait avoir quatre p. cent, point — indépendamment de la situation du marché, indépendamment du fait que certains groupes du secteur public sont fort bien rémunérés alors que d'autres méritent un rattrapage.

Si le gouvernement était un employeur capable de se tenir debout, il offrirait à certains groupes trois p. cent, et cinq p. cent à d'autres. A plus forte raison quand l'inferiorité salariale est telle que le marché de l'emploi s'en ressent directement, comme en témoignent l'exode des infirmières et la difficulté de recruter de bonnes candidates.

Mais on sait bien, évidemment, que le gouvernement... presque par définition, n'est pas un employeur capable de se tenir debout. On l'a vu sous tous les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir depuis la syndicalisation du secteur public, et nul n'est plus mal placé que M. Parizeau pour faire la leçon au gouvernement, lui qui est le principal concepteur de ce système de négociation ultra-centralisé qui, par sa nature même, sacrifie les cas particuliers, et qui a tout cédé à la veille du référendum... pour ensuite aller rechercher ses cadeaux en « gelant » d'autorité les salaires du secteur public.

M. Bourassa a toujours, lui aussi, fait passer l'opportunisme politique avant les exigences de la saine gestion: c'est lui qui accordait aux ingénieurs d'Hydro, à la veille des élections de 1976, cette disposition aberrante de la promotion par ancienneté.

\*\*\*

Or, après avoir répété sur tous les tons qu'il ne pouvait faire une exception pour les infirmières en dérogeant de la règle du quatre p. cent, voilà que tout à coup le gouvernement se ravise. Pourquoi donc? Parce qu'il y a grève perlée dans les hôpitaux.

Une fois de plus, le message est clair: ce gouvernement, inflexible devant les arguments de bon sens et de justice, cède devant la force brute. Faites la grève, mettez la santé publique en péril, et vous serez récompensés.

Autrement dit, si les infirmières n'étaient pas passées aux « grands moyens », elles n'auraient rien gagné. Ce message n'est pas passé inaperçu dans les autres centrales syndicales, où l'on se prépare au même type d'épreuve de force pour l'automne.

Le public, qui est l'employeur véritable parce que c'est lui qui paie, était prêt à ce qu'une plus grande partie de ses impôts aille aux infirmières. Il n'était pas nécessairement prêt à faire physiquement les frais de la bataille.

Mais dans cette ronde inhumaine où règne la loi du plus fort qui est la version civilisée de la loi de la jungle, une fois de plus le public aura été la victime impuissante: quand elle s'exerce dans les services de santé où les ressources sont déjà limitées au strict minimum, toute grève, quelle qu'en soit la forme, est meurtrière. Encore davantage quand elle est le fait de soignants dont le retrait met en danger les malades hospitalisés, bouleverse le calendrier des opérations « électives » (dont la plupart ne peuvent être reportées sans risque), et compromet la survie des cas d'urgence ballottés d'un hôpital à l'autre.

Que les infirmières se soient rendu compte que seuls des moyens machistes — la grève sur le dos des malades comme si un hôpital était un chantier de construction, voilà bien l'exemple ultime de la brutalité macho! — pouvaient venir à bout de la résistance gouvernementale, c'est une réalité déprimante mais compréhensible, compte tenu de la mentalité dominante dans notre société.

Que le gouvernement encourage, par son attitude, les soignants à utiliser l'arme immorale de la grève, n'a hélas! rien de nouveau, mais cela reste absolument scandaleux.

\*\*\*

Post-scriptum qui n'a pas de rapport mais qui s'impose: bonne Saint-Jean à tous nos lecteurs!

## La métamorphose nationaliste

FRANCINE PELLETIER  
collaboration spéciale

En cette veille de la Saint-Jean, des milliers de Québécois ont déjà le cœur gonflé de souvenirs (la mort de René Lévesque, les chansons de Félix...) et de patriotisme. La tête haute, la gorge serrée, « on s'en souvient ». Et puis, on chante! En fait, il n'y a pas mieux que le Québec autour du 24 juin. On ne se chicane plus, on fête; on ne se méfie plus des Anglais, on les invite à danser; on ne se torture plus les méninges, on prend un p'tit verre de bière mon minou!...

C'est chouette la Saint-Jean. Elle n'existerait pas qu'il faudrait l'inventer. Malheureusement, certains seront tentés de transformer ces nécessaires ébats en présages indépendantistes. Tous ces coeurs qui battent, diront-ils, sont des coeurs qui battent (au fond) pour un Québec libre. Bon nombre d'indépendantistes en ont conclu autant, en tout cas, suite à la grande marche pour la loi 101, en mars dernier. C'est aussi une des hypothèses du (passionnant) livre de Pierre Bourgault, *Moi, je m'en souviens*: « Toute une nouvelle génération renouée avec le militantisme des années d'antan et reprend à son compte une idée qu'on croyait moribonde », écrit notre virtuose polémiste. Et, bien sûr, c'est aussi une pensée chère à M. Parizeau, de croire que les jeunes aujourd'hui épousent l'idéal indépendantiste.

Je pense que Messieurs Bourgault et Parizeau se trompent. La révélation de l'année n'est pas la ferveur indépendantiste chez les jeunes, mais plutôt l'écllosion nationaliste un peu partout. Pensons à la réaction des francophones du Québec suite à la décision de la Cour suprême sur l'affichage: tous l'ont spontanément et unanimement rejeté! Pas un francophone pour approuver cette décision, alors que la majorité des anglophones n'y voyait que sagesse et fair play. Pensons à Robert Bou-

rassa invoquant (qui l'aurait cru?) la clause nonobstant, se mettant ainsi à dos non seulement l'électorat anglophone mais le Canada tout entier. Pensons, enfin, à Jean-Claude Malépart sortant de ses gonds, il y a quelques mois, devant le Parlement canadien. Fédéraliste depuis toujours, l'inimitable député de Laurier/Ste-Marie ne supportait plus le mépris de ses collègues canadiens pour le Québec. « La majorité des Québécois sont comme moi », a dit, en substance, M. Malépart. Ils veulent faire partie du Canada mais en gardant la tête haute!

Le nationalisme de cette fin de décennie n'est pas ce qu'il était il y a 10-15 ans, n'en déplaise à ses plus ardents défenseurs. D'abord, il ne fait plus de distinction entre fédéralistes et québécois, entre vendus et patriotes, entre peureux et progressistes. En fait, il est de moins en moins politique, de plus en plus social. De moins en moins l'affaire de visionnaires, de plus en plus l'affaire de tout le monde.

S'il y a une leçon à tirer du jugement de la Cour suprême, c'est bien l'énorme degré d'identification des francophones — tous les francophones — à cette Terre Québec. Nous nous identifions à cette province, et à ses lois, comme s'il s'agissait d'un pays. Nous l'aimons, comme s'il s'agissait d'un pays (possiblement plus encore). Et ceci, même si la grande majorité d'entre nous ne voulons pas nous battre pour en créer un de toute pièce.

Selon Jacques Parizeau, ce grand attachement des Québécois francophones pour leur province tout en n'osant pas « aller jusqu'au bout », cette superbe schizophrénie si l'on veut, n'est qu'un problème de logique, de cohérence. Une espèce de maladie chronique chez nous qu'il pense pouvoir guérir. Interviewé récemment par Pierre Nadeau, le chef du PQ s'est fait fort de démontrer, par exemple, que les francophones répondent toujours oui lorsqu'il est question de grignoter des pouvoirs du fédéral, et non lorsqu'il est question d'indépendance. Le problème, dit M. Parizeau, c'est que nous ne parlons pas suffisamment d'indépendance. Il s'agit d'en parler intelligemment et un jour, l'indépendan-

ce se fera. Et M. Bourgault de renchérir.

Je ne crois pas que ce soit si simple. Je ne crois pas non plus, comme le prétend Pierre Bourgault, que René Lévesque ait desservi l'idée d'indépendance. Je crois que le Québec a acheté ce qu'il y avait de mieux du mouvement indépendantiste d'antan: l'idée de relever la tête, de s'appartenir et de se respecter. L'idée de se forger une identité qui ne soit plus basée sur la dépossession mais bien sur la possession. L'idée de s'ouvrir sur le monde, plutôt que de se replier sur nos patelins. C'était le rêve de l'époque et nous l'avons réussi (dans son essence, tout au moins) grâce à René Lévesque, grâce à des femmes et des hommes comme lui (dont Bourgault), qui nous ont planté une fierté irrémédiable dans le cœur.

L'indépendance ne s'est pas réalisée en juin 80 non pas que la question fut trop longue, Lévesque trop hésitant ou Trudeau trop méchant. L'indépendance ne s'est pas faite parce qu'il est impensable qu'une telle notion puisse aboutir en si peu de temps. L'indépendance ne s'est pas faite, surtout, parce que nous avions d'autres chats à fouetter: nous-mêmes.

Mais pourquoi ne pas poursuivre l'objectif aujourd'hui? demandent les indépendantistes. Pourquoi ne pas devenir dans les faits ce que nous sommes dans nos coeurs devenus: farouchement distincts et fiers de l'être!?

Parce que cette besogne n'a rien d'intéressant; parce que c'est la partie plate (négocier avec Ottawa, imaginez!) d'un rêve qui a déjà largement été encaissé à la banque. Le mouvement indépendantiste, tout nostalgique qu'il est de la belle époque, ne se rend pas compte qu'il est inutile de se battre pour quelque chose que nous possédons déjà. (Regardez les jeunes! Leur sentiment de possession ne fait pas de doute). Surtout, ce mouvement politique ne voit pas qu'il est temps de se doter d'une autre locomotive pour faire bouger la société québécoise. Bref, qu'il est temps de bâtir un projet de société qui soit plus qu'un hommage au nationalisme.

Pierre Bourgault le dit d'ailleurs dans son livre: il y a plus important que la lutte pour l'indépen-

dance, c'est la lutte contre la pauvreté. Mais, alors, qu'est-ce qu'on attend pour le mettre de l'avant? Pourquoi ces préoccupations sociales, qui ont toujours fait partie du discours indépendantiste, font-elles toujours figure d'apartés? Pourquoi le mouvement indépendantiste est-il si prompt à mousser la fierté nationale (qui n'en a pas besoin) et si lâcheux lorsqu'il est question de promouvoir la social-démocratie (qui en a grandement besoin)? Seraient-ce les indépendantistes, finalement, bien plus que le peuple, qui manquent de cohérence?...

Si le mouvement indépendantiste ne parvient pas à inverser ses priorités, s'il ne parvient pas à parler des « vraies affaires », plutôt que de concocter de petites stratégies pour atteindre l'indépendance, il est perdu. Il se peut, de toutes façons, qu'il soit trop tard. Il se peut que le mouvement indépendantiste actuel ne puisse jamais sortir de la marginalité dans laquelle son discours super-nationaliste le confine. Pourquoi? Parce que le nationalisme est une arme à double tranchant. Autant il fut nécessaire pour propulser le Québec en avant, il y a 10-20 ans, autant il est un boulet dans une société extrêmement changeante, de moins en moins homogène, de plus en plus diversifiée. Autant nous avions besoin de nous forger une identité collective jadis, autant nous avons besoin maintenant de bâtir une société pluraliste, progressiste, une société où il y a de la place pour tout le monde. Une société qui reconnait les différences tout en affichant des valeurs communes pour tous et toutes.

Un parti politique qui a longtemps été celui des Québécois « pure laine » peut-il devenir le parti de tout le monde? Le nationalisme, essentiellement basé sur le principe de la ressemblance, peut-il maintenant inclure le principe de la différence? C'est le défi que doit relever le mouvement indépendantiste, en tout cas, s'il est pour survivre.

En attendant, et le nationalisme et la belle province ne s'en portent pas plus mal. Bonnes vacances.

La chronique de Francine Pelletier reprendra à la mi-août.

# LA GUERRE DES GANGS: C'EST PARTI!



### Des dizaines de jeunes filles ont franchi le seuil de la prostitution: VOICI COMMENT

BRUNO BISSON

Michelle n'était pas là pour raconter ce qui lui est arrivé en octobre mais pour dire ce qu'elle sait sur les gangs. Pas grand chose, en fait.

Et chaque fois qu'il était question de ce qu'elle a traversé, une sorte de flamme s'animait dans son regard dur, très dur. Un regard qui ne collait pas du tout à ses 16 ans. Assise à la table du restaurant, elle serrait les lèvres et secouait légèrement la tête: «Je veux pas parler de ça».

Au bout d'une demi-heure, vaincue, elle laissait finalement échapper un long soupir avant de tout débaler d'un souffle. Sa fusée, la remontée du respectable monsieur en habit et cravate de la station Berri-OUAM, qui l'a gardée chez lui trois jours durant avant de lui donner \$100 et de la mettre à la porte.

Puis, ce jeune homme si bien habillé qui dansait comme un dieu sur la grande piste du *Lé Océ*, une discothèque pour adolescents du Plateau Mont-Royal.

Il était tellement gentil; à la fin de la soirée, il lui a payé un repas au *Lux*, rue Saint-Laurent, avant de rentrer chez lui dans le petit matin tout en câlineries et en douceur. Si douce introduction au cauchemar.

L'histoire de Michelle a commencé à peu près de la même façon que celle de 35 ou 40 adolescentes, le quart des pensionnaires de la Maison Notre-Dame, un centre d'accueil pour jeunes filles, de Laval.

Bernée, trompée, toutes ont été utilisées au sein du réseau de prostitution mis sur pied par Master B, un gang dirigé par de jeunes adultes de Montréal-Nord.

M. Pierre Patenaude, directeur général de la Maison, connaît si bien toutes les variantes de leurs récits qu'il ne cache pas son dégoût pour Master B autour duquel, estime-t-il, «est en train de se réorganiser toute la prostitution juvénile à Montréal».

«Ils recrutent des filles dans les écoles en portant une attention particulière à celles qui vivent des problèmes de comportement apparents, dit-il. Nous le savons, les professeurs et directeurs d'école aussi, mais personne n'en parle.»

Le recrutement se fait aussi dans les discothèques et au centre-ville où se retrouvent les jeunes fugueuses qui n'ont pas d'endroit où dormir et manger, comme ce fut le cas de Michelle.

Le processus est presque toujours le même: elles sont d'abord séduites et comblées pendant quelques jours avant d'être forcées de se prostituer pour le gain qui surveille attentivement tous leurs déplacements.

Le piège  
Michelle aimait son protecteur et croyait qu'il l'aimait aussi. Jusqu'à ce qu'il lui demande de se donner à un «ami».

«Il disait que son ami ne «poignait» pas avec les filles et que ça lui ferait du bien qu'une fille couche avec lui, racostait-elle. J'ai été tellement surprise que j'ai dit non tout de suite. Il m'a proposé de faire l'amour à trois en disant que ce serait moins gênant. Je ne voulais rien savoir mais il insistait tellement que j'ai fini par accepter. Je ne sais pas pourquoi.»

Mais le rendez-vous dans un motel de Saint-Léonard ne s'est pas déroulé comme prévu. En plus de Michelle, de son ami et de l'ami de son ami, deux autres jeunes Noirs et deux filles les attendaient.

Michelle ne comprenait pas ce qui arrivait. Son protecteur et un autre des jeunes hommes se sont dit quelques mots, en créole, et le prince charmeur est parti. Michelle ne l'a jamais revu.

Sentant qu'elle ne pourrait pas fausser compagnie aux cinq personnes présentes dans la chambre du motel, elle a décidé de jouer le jeu. Pour voir. Elle a donc bu le verre d'alcool qu'on lui offrait, un seul, assurée-elle.

Le lendemain, Michelle s'est réveillée dans une autre chambre avec une migraine et un mal de ventre terribles... et un jeune homme de 22 ou 23 ans qu'elle n'avait jamais vu. Il ne s'était passé que deux jours depuis la soirée au *13e Clé*.



BRUNO BISSON

Une vingtaine de personnes étaient assises dans une salle de réunion de la polyvalente Calixa-Lavallée lorsque les coups de feu ont imposé le silence.

Deux détonations qui ont résonné dans l'air pendant quelques secondes. C'était suffisant pour que les participants du groupe de formation interculturelle de Montréal-Nord comprennent ce qui était en train de se passer.

«Ils viennent pour le territoire de *Master B*», a pensé un des participants, rencontré par *La Presse*.

C'était le 27 février. Ce soir-là, des jeunes se sont battus aux couteaux et aux poings et se sont poursuivis dans les rues. Les ruelles des alentours sont devenues des champs de bataille, les parcs, des endroits à éviter.

La veille, Jean Beauvois, 24 ans, chef présumé du plus ancien et du mieux structuré de tous les gangs d'adolescents et de jeunes adultes de Montréal, *Master B*, avait été attaqué par quatre membres présumés d'un autre gang, *Public Enemy*. Dans la bataille, Beauvois était salement roué au visage par le tesson d'une bouteille fracassée sur le bord d'un comptoir. Une scène classique des westerns américains.

Quelques jours plus tard, le 6 mars, une adolescente de 16 ans, qui selon une source de la Direction de la protection de la jeunesse montait deux gangs l'un contre l'autre, était sauvagement agressée à coups de hache et de couteaux dans un immeuble à logements multiples du quartier Saint-Michel.

Un de ses trois agresseurs avait une arme à feu mais ne l'a pas utilisée de peur d'alerter des voisins. Si la jeune fille a survécu, c'est qu'ils l'ont cru morte. Ils avaient toutes les raisons de le croire: elle a passé près de 12 heures en chirurgie, presque tout à fait défigurée et souffrant d'hémorragies multiples et de graves lésions internes.

Deux adolescents et un jeune homme de 19 ans, Jacques-Henri Jackson, membre présumé

du gang *Dynamite*, ont été accusés de tentative de meurtre à la suite de cette horrible agression.

Cette cascade d'incidents est survenue quelques semaines seulement avant que Jean Beauvois et plusieurs membres de l'«état-major» de *Master B*, soient arrêtés et accusés de divers crimes, notamment de séquestration et d'agression sexuelle.

Le *Master B* étaient en pleine débâcle. Ils avaient commis des erreurs. Quelques-unes des adolescentes prises dans l'état de leur réseau de prostitution savamment organisé, leur avaient échappé. Leur arrestation était imminente, ils le savaient. Les autres gangs aussi.

*Master B* décimé, ces derniers ont convergé vers leur territoire s'étendant sur tout Montréal-Nord et une partie de Saint-Laurent et de Rosemont. En plus de *Dynamite* et de *Public Enemy*, agresseurs présumés de la jeune femme et de Beauvois, la fusillade de la polyvalente Calixa-Lavallée aurait opposé les sympathisants de *Master B* aux membres du gang *Le Goéland*, de Rivière-des-Prairies.

Certaines informations laissent toutefois entendre que c'est le groupe *The Family* qui s'opposait au gang en perdition.

Quoi qu'il en soit, après ces incidents, un lourd silence s'est instauré autour des polyvalentes Calixa-Lavallée, Louis-Joseph Papineau, Henri-Bourassa, Sophie-Barat et Saint-Exupéry.

La guerre des gangs appréhendée n'a pas eu lieu.

De temps à autre, quelques *Public Enemy*, *Latino-Américains* (ou *Los Latinos*) et des *Fresh de Saint-Léonard* ou *Rosemont* et de *Le Goéland*, dans des bagarres aux conséquences limitées et aux enjeux puérils. Rien de vraiment sérieux.

Mais tout ne s'est pas arrêté pour autant à Montréal-Nord car dans ce silence relatif, si reposant après la tempête provoquée par une série de révolutions sur les gangs de jeunes Haïtiens du secteur, quelque chose est en train de se passer.

Car eux aussi ont appris du décapitage de *Master B*: c'est la notoriété de ses chefs, trop visibles, qui a entraîné leur perte.

De multiples qu'ils étaient, les gangs de Montréal-Nord se concentrent maintenant autour de quelques groupes aux structures complexes, moins centralisées que celles de *Master B*.

Selon des informations recueillies au cours de l'enquête de *La Presse*, le gang *Dynamite* aurait pris le contrôle du réseau de prostitution juvénile de *Master B* et ses chefs auraient quitté Montréal-Nord pour diriger leurs activités de plus loin, dans le quartier Villery, aux abords de la station de métro Jean-Talon.

Ce déplacement vers l'ouest des gangs de Montréal-Nord suit la même logique avancée

par plusieurs travailleurs de rue et ex-membres de gangs d'adolescents qui affirment que les prochains affrontements de gangs se dérouleront dans le nord-ouest de Montréal, près des limites de la municipalité de Saint-Laurent, et aux abords de la station de métro Plamondon, dans le quartier Côte-des-Neiges.

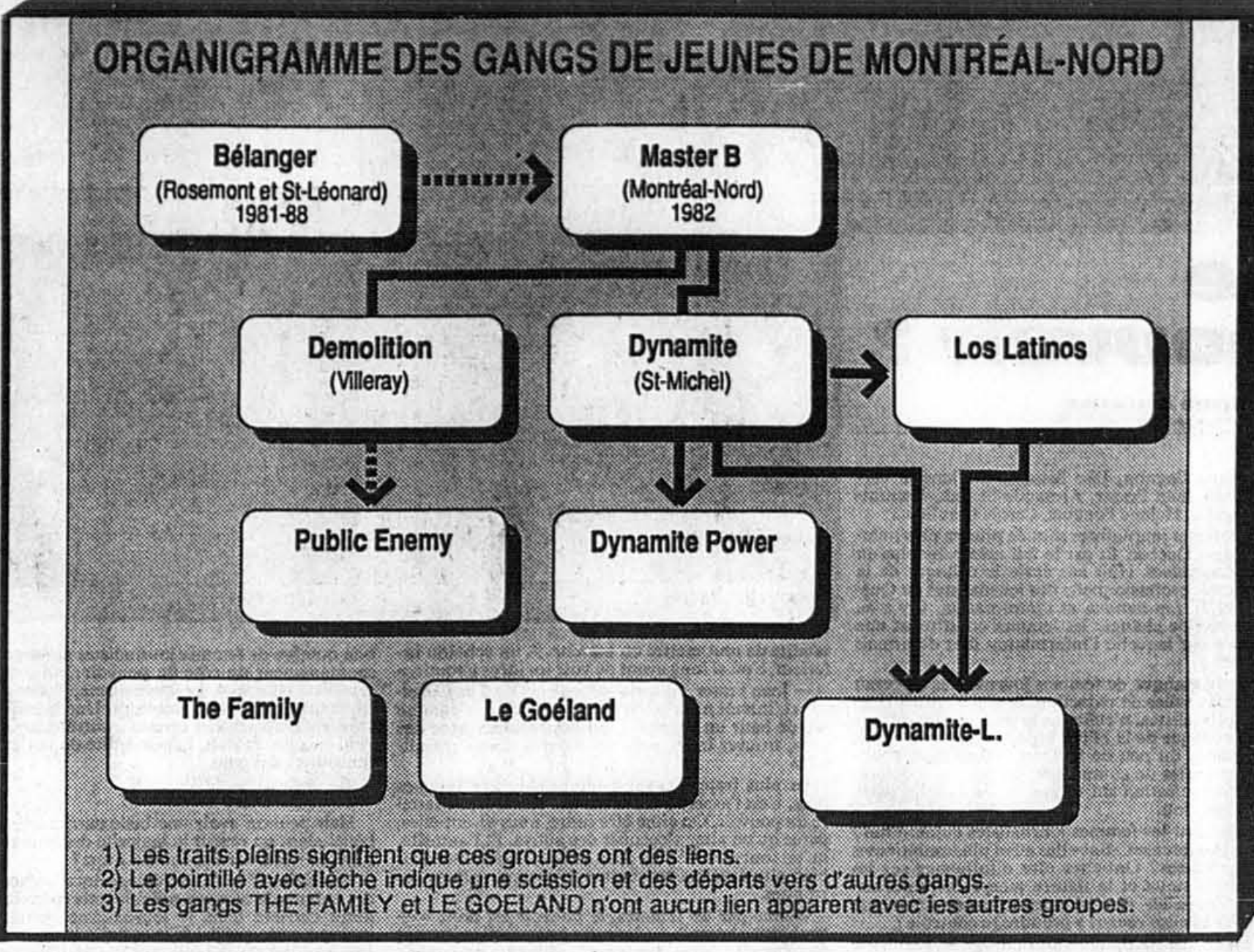
Déjà, selon M. Félix Saint-Elie, fondateur de

la maison de jeunes L'Ouverture, située sur le boulevard Henri-Bourassa, «la situation s'atténue peu à peu à Montréal-Nord».

«Je crois qu'ils sont en train de se réorganiser, de changer leur manière de procéder», avance M. Pierre Patenaude, directeur général de la Maison Notre-Dame de Laval, un centre d'accueil pour adolescentes dont le quart des

pensionnaires ont été prises dans l'engrenage des *Master B*.

Mais selon Mme Monique Cauchy, agent d'intervention de la direction de la protection de la jeunesse pour le Bureau de services sociaux du Centre-Nord de Montréal, «les signalements de cas de protection ou de prostitution juvénile continuent d'arriver. Ce n'est pas fini».



## Le «Who's who» dans le monde des gangs du nord de Montréal

La plupart des gangs de jeunes Haïtiens sont des descendants de Master B et du Groupe Bélanger



Jean Beauvois, devenu Maître Beauvois, chef du gang Master B. Un homme de petite stature, mais rompu aux arts martiaux et un tempérament de chef. Arrêté au printemps, il est en prison.

### Master B

L'histoire de *Master B* est étroitement liée à la personnalité de son chef présumé, Jean Beauvois, aujourd'hui âgé de 24 ans. A tel point que les activités du groupe ont peut-être été alimentées davantage la quasi-légende du chef que l'histoire du gang.

Selon la «légende», Beauvois aurait passé quelques années à New York, y faisant l'apprentissage de l'organisation et du contrôle des gangs organisés. Il aurait conservé de nombreux contacts avec des jeunes d'origine haïtienne de la mégapole américaine, favorisant les activités secondaires du gang, notamment le trafic de stupéfiants et d'armes à feu.

A l'époque de la formation de *Master B*, en 1982-1983, le jeune homme petit et chétif, passé maître dans le combat corps-à-corps, les arts martiaux et le kick-boxing, était une sorte de héros local à Montréal-Nord.

Sa personnalité charismatique a grandement contribué à l'expansion de son groupe, formé en réaction contre l'influence grandissante de Bélanger. Le nom du gang dérive d'ailleurs de

### Le Groupe Bélanger

Bélanger est considéré comme le modèle des gangs structurés d'adolescents de Montréal. Créé en 1981 à la polyvalente Saint-Exupéry pour des «fins politiques», sous l'impulsion de jeunes Noirs, fréquemment impliqués dans des affrontements avec des Blancs, le groupe s'est acquis en peu de temps une réputation de «dur».

Désormais en mesure d'imposer sa loi, Bélanger s'est vite spécialisé dans l'extorsion de petites sommes d'argent dans les cours d'école avant d'imposer sa «protection» à des commerces fréquentés par des jeunes dans une partie du quartier Rosemont et au sud de Saint-Léonard.

On ne sait comment ni en combien de temps s'est effectuée la transition des activités de Bélanger (vol qualifié, vols par effraction et meurtre), mais peu de temps après, on croit définitive, en 1988, le groupe Bélanger était massivement impliqué dans le trafic de stupéfiants.

Les deux frères soupçonnés d'être à l'origine de la création des *Bélanger*, aujourd'hui âgés d'une trentaine d'années, ont abandonné le gang à lui-même. Les autres membres du groupe ont rejoint les rangs de l'ennemi juré, *Master B*, ou du gang *The Family*. Quelques adolescents se réclament encore de Bélanger.

Les déformations successives du surnom du chef, Maître Beauvois, devenu Maître Beauvois, et finalement *Master B*. Bien que le noyau dur de *Master B* n'ait jamais dépassé neuf membres, son organisation a pris une dimension respectable en peu de temps, utilisant des adolescents pour commettre des vols en série. Les succès du groupe et les sommes respectables tirées de ses activités, lui ont attiré assez tôt les faveurs de nombreuses adolescentes, mises à contribution un peu malgré elle par la création d'un véritable réseau de prostitution juvénile.

Des membres du groupe étaient chargés du recrutement des jeunes victimes du réseau et opéraient dans les écoles de Montréal-Nord, les discothèques pour adolescents et au centre-ville où se retrouvent le plus souvent les jeunes filles en fugue, à la recherche d'un endroit pour s'abriter.

Jean Beauvois et la plupart des membres de sa suite ont été arrêtés en février et mars derniers. Ils sont actuellement emprisonnés ou détenus en centre d'accueil. L'un d'eux, mineur, est en fuite.

### L'énigmatique Dynamite

Les liens entre *Dynamite* et *Master B* font l'objet de plusieurs hypothèses, l'une voulant que *Dynamite* soit le produit d'une rupture entre Beauvois et quelques-uns de ses premiers fidèles.

En fait, selon des informations recueillies par *La Presse*, *Dynamite* est plutôt le «corps d'élite» de *Master B*, formé de membres autorisés à graduer en vertu de leur détermination et de leur sang-froid lors d'affrontements... ou en vertu du nombre de leurs arrestations et condamnations au Tribunal de la jeunesse.

*Dynamite* est présentement l'un des gangs les plus actifs à Montréal. C'est ce groupe qui contrôle aujourd'hui le réseau de prostitution de *Master B*.

Plusieurs gangs portent des noms dérivés de *Dynamite*. Par exemple, le groupe *Dynamite-L*, maintenant dissous, a été créé il y a environ un an pour favoriser un rapprochement avec des groupes Latino-Américains. Ce rapprochement a mené à la création de groupuscules, dont les *L-Brothers*.

Il y a quelques mois, les membres latino-américains de ces gangs ont été écartés par les jeunes Haïtiens qui nouaient l'ensemble des groupes. Cette «trahison» a donné lieu à des affrontements au couteau entre Noirs et latino-américains.

Bien que ses chefs aient pris domicile dans le quartier Villery, *Dynamite* a gardé son empreinte sur le quartier Saint-Michel, où il a élu domicile en premier lieu, en créant une «aile» formée d'adolescents, *Dynamite Power* (aussi appelé *Black Power*). Ce groupe a la réputation d'être très violent et est en conflit ouvert avec le gang *Demolition*, du quartier Villery, formé par d'anciens membres de *Master B*, il y a deux ans.

Hormis *Dynamite* dont l'ampleur des activités n'a pu être déterminée, les activités principales des autres gangs sont le vol qualifié, le vol par effraction et le recel.

### The Family

Le groupe *The Family*, qui tient son nom d'un groupe de «rap» américain, existe depuis environ trois ans et a été formé par des jeunes Haïtiens fréquentant la polyvalente d'Anjou. Une quinzaine d'adolescents et de jeunes adultes composent son noyau de base. On connaît mal sa structure de fonctionnement mais il semble que le groupe ait été scindé récemment en groupuscules éparpillés sur le territoire de Montréal. Ses membres sont surtout impliqués dans les vols à l'espionnage, les vols à main armée, l'extorsion dans les écoles et la protection. *The Family* a été impliqué dans de nombreux affrontements avec d'autres gangs Haïtiens de Montréal-Nord, dont les *Master B*.

### Public Enemy

Le gang tient son nom du groupe de «rap» le plus incendiaire de la planète et est en voie de devenir l'un des plus puissants et des plus craints parmi les gangs d'adolescents doté, comme lui, d'un degré d'organisation minimal.

Reconnaisables à leur uniforme de soldat, du genre «Rambo», les membres de *Public Enemy* sont pour la plupart armés de fusils de calibre .12 à canon tronçonné («shotgun»), la dernière mode chez les adolescents. Le gang compte une quarantaine de membres au tempérament broûtillon, imprévisibles et violents.

*Public Enemy* ne revendique pas de territoire précis. Il se spécialise dans le vol à main armée et le racket de protection. Ses membres fréquentent surtout les arcades du centre-ville et du nord de Montréal. Plusieurs d'entre eux seraient issus des gangs *Demolition* et *Dynamite* tandis que d'autres proviennent des minorités haïtiennes anglophones de l'ouest de Montréal.

Lors des affrontements entre gangs qui ont suivi la débâcle de *Master B*, des membres de *Public Enemy* auraient participé à une agression contre Jean Beauvois, au bar *Checker's* de l'avenue du Parc.



UNE MENACE?



Le plus vieux métier, pratiqué par des adolescentes

## L'apogée de l'auto-destruction de la personnalité

BRUNO BISSON

Depuis deux mois, la tempête s'est calmée. À la Maison Notre-Dame de Laval, les cas de prostitution juvénile liée à des gangs se font rares.

Selon le directeur général de la Maison, M. Pierre Patenaude, c'est à la fin de 1987 que la récurrence de la prostitution liée à des gangs a été notée pour la première fois. Mais ce n'est qu'au printemps de 1988 que la fréquence a pris des proportions quasi-surréalistes.

C'est à la même époque, se souvient M. Patenaude, que le gang *Master B* poussait l'audace jusqu'à infiltrer la Maison Notre-Dame et à prendre contact avec leurs «protégées» incarcérées avec la complicité de jeunes délinquants, pensionnaires du centre d'accueil Cartier, voisin de la Maison Notre-Dame.

Par des messages laissés par les garçons de Cartier sur les terrains d'activités extérieures partagés par les deux centres d'accueil, les jeunes filles étaient informées de la date prévue de leur fugue et du nom d'une personne à contacter une fois à l'extérieur.

Mais pourquoi fuyaient-elles le centre pour se retrouver aux mains de ces gangs? «C'est difficile à expliquer mais plusieurs des filles aiment vraiment leur «pimp». Elles disent qu'il est beau, qu'il est fin, et tout ça. C'est cave mais c'est comme ça pareil», s'exclame le directeur.

D'un point de vue purement psychologique, cette attirance est peut-être compréhensible. Une grande majorité des adolescentes qui s'adonnent à la prostitution sont issues de familles brisées, souvent victimes d'inceste, de violence familiale, de négligence ou d'un rejet pur et simple de leur famille.

Par un curieux phénomène de refoulement psychologique, elles s'imputent le plus souvent la responsabilité du manque d'amour qu'elles ressentent.

«Elles n'ont aucun respect pour elles-mêmes», explique M. Patenaude, et ne se valorisent que par l'affection d'un tiers. Il faut les voir se maquiller, se coiffer, passer des heures devant leur miroir pour comprendre à quel point elles se détestent et se déprécient.»

L'image dans la glace ne sera jamais celle qu'elles désirent. Inconsciemment, elles s'engagent dans un lent processus d'auto-destruction dont la prostitution est souvent l'apogée, le dernier pas avant le suicide.

À Notre-Dame, plusieurs des pensionnaires sont perturbées par des obsessions suicidaires dès le début de leur détention. Les cas d'auto-mutilation sont fréquents. Symptôme du même degré de destruction.

«C'est triste à dire, dit M. Patenaude, mais il arrive que la seule affection qu'elles ressentent leur vienne des clients. Ce n'est pas grand chose, conviennent-elles, mais pour plusieurs d'entre elles, ça signifie beaucoup.»

BRUNO BISSON

# Les femmes journalistes



Lise Payette



Francine Montpetit



Pascale Nadeau



Anne-Marie Dussault

## Le pouvoir ?

FRANCINE PELLETIER  
collaboration spéciale

Lysiane Gagnon, Lise Bissonnette, Janette Bertrand, Joan Fraser, Armande St-Jean, Dominique Payette, Hélène Fouquet, Carole Beaulieu...

Les femmes journalistes sont de plus en plus nombreuses au Québec. Et par le fait même, de plus en plus remarquées. Huit ans après le colloque de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), *Les femmes et l'information*, il y a au moins ceci de change: les femmes constituent une présence sur laquelle l'information doit désormais compter.

Mais le manque de femmes journalistes à l'écran et dans les salles de rédaction, le peu d'animatrices et d'éditorialistes, n'était pas le seul constat du très couru colloque de la FPJQ. En octobre 81, on s'était aussi plaint du peu de femmes déterminées à briguer les postes de commande; du peu de souplesse dans l'organisation du travail et du peu de place pour l'émotion.

Où en sont les femmes journalistes aujourd'hui? Si plus nombreuses, sont-elles aussi plus ambitieuses et déterminées? Ont-elles plus d'influence sur les choix éditoriaux et la nature même de l'information? Vont-elles réussir à transformer l'information? Vont-elles réussir à prendre le contrôle?...

C'est ce que six femmes journalistes — Françoise Guénette, Ariane Emond, Raymonde Provencher, Fabienne Julien, Gisèle Tremblay et moi-même — ont voulu savoir. Nous nous sommes donc adressées à une quarantaine de femmes journalistes, un questionnaire type sous le bras. Nos interviewées étaient divisées en deux: d'un côté, les capitaines de bateau, c'est-à-dire celles qui ont — ou ont eu — des postes de direction; de l'autre, les rameuses, celles qui n'ont pas encore le pouvoir. D'un côté, donc, des femmes nécessairement plus âgées, de 40 ans et plus, et le bilan de leur expérience. De l'autre, des femmes majoritairement jeunes, 35 ans et moins, et leurs ambitions. Voici ce que nous avons trouvé...

### Variations sur le thème

**Le pouvoir... connais pas.** La célèbre boutade de Lise Payette qui, il y a seulement huit ans aurait pu caractériser l'ensemble des femmes journalistes, ne s'applique déjà plus. Des femmes interrogées, environ la tiers disent avoir le goût d'exercer le pouvoir. Si l'on inclut les femmes qui exerceraient un poste de direction sous certaines conditions, alors ce sont près de la moitié des interviewées qui s'approprieraient éventuellement à embrasser le pouvoir. Et toutes les femmes, sans exception, déplorent le fait qu'il n'y ait pas davantage de femmes à la direction de l'information. Les femmes et l'exercice du pouvoir, donc, n'a absolument rien d'incongru pour nos répondantes qui, toutes, sont convaincues de la compétence des femmes.

L'exercice du pouvoir n'a rien d'incongru... en théorie. En pratique, c'est une autre paire de manches. A la question: «Connaissez-vous des femmes journalistes qui aspirent à la direction?», nos jeunes répondantes ont très majoritairement répondu: «Non, absolument pas.» Bien que celles-ci connaissent assez souvent des collègues masculins ambitieux, il s'agit encore d'un tabou du côté des femmes. L'aspect le plus frappant de notre enquête est d'ailleurs la rapidité avec laquelle bon nombre de nos répondantes se sont personnellement dissociées de l'exercice du pouvoir.

— Anne-Marie Dussault du *Point*, *Radio-Canada*: «J'ai horreur de l'administration.»

— Joyce Napier de *La Presse*: «Me battre contre un gang d'hommes qui détiennent dans les faits tous les pouvoirs, non merci.»

Bien qu'on retrouve ici des penchants bien féminins, ce n'est pas, de façon générale, la peur d'assumer certaines responsabilités qui éloigne les femmes du pouvoir. C'est la peur de l'aliénation. On a peur de se retrouver dans une position inconfortable, celle de la femme de service, peu appuyée et condamnée par-dessus le marché à accomplir des tâches ennuyantes: gestion, administration, réunions.

Pour d'autres, qui ne voient pas nécessairement l'exercice du pouvoir d'un mauvais œil, il s'agit tout simplement d'une question de tempérament.

— Huguette Roberge de *La Presse*: «Je sais au fond de moi que j'aurais pu le faire, mais je pense que je n'aurais pas aimé ça. Je ne me sens pas d'atomes crochus avec les patrons.»

Bien sûr, la personnalité y est pour beaucoup. Mais le goût du pouvoir tient encore davantage à l'âge, ou l'expérience qu'ont les femmes journalistes. Comme dit Paule Beaugrand-Champagne, ex-rédactrice en chef adjointe au *Devoir* et rédactrice en chef adjointe à *Châtelaine*: «Quand on a 20 ans, on veut être sur le terrain, voir sa signature dans le journal. Devenir boss, c'est une idée qui apparaît avec la trentaine.»

Plus on est jeune, en fait, plus on entretient une idée étriquée du pouvoir. Plus on est jeune — ou sans expérience véritable du pouvoir — plus le pouvoir est une notion essentiellement masculine, impliquant des luttes de pouvoir, des rapports d'autorité et des bières à n'en plus finir au bar, tard le soir.

Plus les femmes ont l'expérience du pouvoir, par contre, plus l'exercice devient passionnant, positif et méritoire.

— Francine Montpetit, ex-rédactrice-en-chef de *Châtelaine* et éditrice chez *Sogides*: «Je me suis rendu compte que j'avais un sens de la combativité. Même si je n'avais pas soupçonné au départ avoir tant à me battre, au bout du compte, j'ai aimé ça.»

— Claudette Tougas, éditrice du *Nouvelliste*: «Ce qui me plaît c'est que c'est moi qui ai la respon-

sabilité de tout mettre en marche. À un échelon inférieur, c'est si long avant de voir tes idées aboutir.»

— Joan Fraser, éditorialiste en chef de *The Gazette*: «L'intérêt n'est pas d'exercer le pouvoir comme tel, de bâtir un empire. C'est de travailler avec des gens, trouver la clé pour les aider à mieux travailler.»

Le plus frappant, sans doute, chez ces femmes boss, c'est l'aspect... maternel qui teinte leur exercice du pouvoir. On aime être cadre, nous disent-elles, parce qu'on aime s'occuper des autres. Et l'autorité, qu'en font-elles? Selon Joan Fraser, les femmes sont bien plus autoritaires comme mères que comme patronnes.

Exercé par les femmes, le pouvoir est donc souvent plus «humain». (Avis aux femmes plus jeunes.) On consulte davantage, on travaille plus en équipe. Bref, selon nos répondantes, les femmes patronnes amènent un climat plus serein, plus franc, plus consciencieux aussi.

Mail il ne faudrait pas, non plus, rêver en couleur. Il y a un côté difficile, voire masculin, à l'exercice du pouvoir. On se sent un peu seul, en haut de la pyramide, à plus forte raison si on est une femme. Et puis, il faut aimer contrôler, il faut pouvoir se battre et il ne faut pas douter de ses capacités.

— Renaude Lapointe, première femme éditorialiste d'un quotidien (*La Presse*): «Combien de temps j'ai mis avant de savoir que j'étais capable? Ah... une journée!»

Fait à signaler: aucune des femmes au pouvoir ne regrette la tangente qu'elle a prise. Peu sont prêtes à revenir en arrière. Comme toutes les femmes interrogées, elles ont un besoin «d'évoluer» mais en gardant le pouvoir, si possible.

### Être vue, lue ou entendue

Venons-en à la grande découverte de cette enquête: le pouvoir de la visibilité. Bien que la moitié des répondantes se sont empressées de rejeter le pouvoir hiérarchique, elles sont toutes très attachées au pouvoir de la visibilité, au pouvoir d'être vue, lue ou entendue. Ce pouvoir-là est essentiel au plaisir qu'elles ont d'exercer leur métier.

— Micheline Lafrance, ex-rédactrice en chef adjointe de *Châtelaine* et écrivaine: «L'aspect pouvoir ne m'a jamais intéressée. Ce qui me touche, comme prestige, c'est la signature d'un article ou d'un livre dont on va parler.»

Donc, ce n'est pas tant que bon nombre de femmes journalistes rejettent le pouvoir, c'est qu'elles n'osent pas toujours classer leur nouvelle visibilité — et l'influence qui l'accompagne — sous la rubrique du pouvoir. (A noter, d'ailleurs, que plusieurs rêvent de devenir *columnist* ou éditorialiste pour jouir, justement, de ce pouvoir d'influence.) Ce n'est pas qu'elles ne soient pas ambitieuses non plus. C'est qu'elles ne voient pas leur carrière «comme une échelle avec des barreaux». (D'ailleurs, aucune des femmes interrogées ont un plan de carrière.) Et peut-être surtout, c'est que bon nombre ne sont tout simplement pas prêtes, encore, à envisager le pouvoir.

— Carole Vallières, reporter à *Montréal ce soir*, *RC*: «Je n'y ai jamais pensé (à un poste de direction) parce qu'on n'a jamais mis ça dans la tête des filles. Je ne dis pas que je ne sauterai pas dans le train éventuellement, si ça se présente.»

En fait, plus nous questionnions nos répondantes sur leurs motivations face au pouvoir, plus nous nous apercevions qu'il ne s'agissait, pour bon nombre d'entre elles, que d'une question de temps avant qu'elles s'y décident.

Autre révélation de cette enquête: l'amour du métier. Nos répondantes, à une exception près, aiment terriblement ce qu'elles font. L'amour du métier est d'ailleurs une des (bonnes) raisons pourquoi

bon nombre de femmes journalistes ne lorgnent pas spontanément du côté du pouvoir: elles sont heureuses où elles sont. Le journalisme, disent-elles, offre énormément de possibilités. Une certaine polyvalence, d'abord. Un certain contrôle sur son travail, ensuite. Et puis, la possibilité de voyager et de rencontrer des gens.

### Et les enfants?

Mais peut-on avoir une belle carrière — ce dont bénéficient ou rêvent la majorité des femmes interrogées — et avoir des enfants aussi?

Madeleine Poulin est catégorique: «Non. Avec des enfants, je n'aurais pas fait cette carrière-là, une autre carrière dans le journalisme certainement, mais pas celle que j'ai faite et qui demande une totale disponibilité», a-t-elle confié à *Madame au foyer*.

Mais ce n'est pas le cas de toutes les femmes interrogées. La majorité des femmes plus jeunes veulent des enfants. Mais sans que leur carrière en souffre. Deux camps, donc, en ce qui concerne la famille: d'un côté, celles qui considèrent que le métier de journaliste et la maternité sont difficilement conciliables; de l'autre, celles qui espèrent pouvoir tout concilier.

Naïveté de la part de ces dernières? Il faut dire que ces jeunes femmes bénéficient d'un atout dont leurs consœurs plus âgées ne bénéficiaient pas: des compagnons beaucoup plus enclins à s'adonner au (fameux) partage des tâches.

Un chum prêt au partage, par contre, ne change en rien une organisation du travail toujours rigide, peu respectueuse des exigences des journalistes-mères (ou pères).

— Carole Vallières, mère d'une fille de huit mois: «À Radio-Canada, il y a beaucoup de femmes dans les bureaux mais il n'y a pas de garderie. Si je reste là, il faut que je parte une garderie. C'est scandaleux!»

L'arrivée massive des femmes dans le monde de l'information — comme ailleurs sur le marché du travail — n'a donc rien changé à l'organisation du travail. On s'attend à ce que les femmes fonctionnent comme des hommes, c'est-à-dire avec une très grande disponibilité pour le travail.

— Agnès Gruda, journaliste à *La Presse*: «Si je demandais à partir à 5 heures, je passerais pour une paresseuse!»

### Un métier d'hommes

Pour résumer, on peut dire que le journalisme demeure un métier d'hommes, bien qu'exercé par de plus en plus de femmes. Un métier d'hommes car les hommes constituent plus des trois quarts des effectifs et qu'ils y détiennent le pouvoir. Un métier d'homme parce qu'il est conçu — plus encore que d'autres professions — pour des gens libres de toutes attaches. Un métier d'hommes aussi, disent certaines, parce qu'on mise encore beaucoup sur le vedettariat, la politiciaillerie et le trafic d'influence.

— Manon Cornélius, ex-correspondante à Ottawa du *Devoir*: «Après trois années sur la colline parlementaire, je sais que les vieux réseaux fonctionnent très bien. Il y a beaucoup de jeux de couloirs et les hommes sont plus forts que les femmes à ce jeu-là.»

Un métier d'hommes, finalement, parce que les femmes, bien que beaucoup plus nombreuses aujourd'hui, y jouent un rôle circonscrit.

— Pascale Nadeau, lectrice de nouvelles à *TV-5*: «Les femmes sont présentes à l'écran parce qu'elles ont de belles gueules et elles présentent bien les choses. Comme journalistes, elles sont rarement affectées aux *hard news*.»

Certes, les femmes occupent en journalisme une place plus fragile que leurs vis-à-vis masculins. Elles sont «mises au rancart plus vite» que ces derniers et



Joan Fraser



Marie-Claude Lortie

## Quel pouvoir ?

elles font encore figure de femmes alibi lorsque, par miracle, elles atteignent les hauts échelons.

— Huguette Roberge: «On a, aux postes de direction, une femme de service à la fois. Il y a eu Paule Beaugrand-Champagne, ensuite Claudette Tougas. Maintenant, c'est Louise Cousineau. Une à la fois. C'est à peine si on se remplace.»

### Avec des différences

Mais, bien sûr, il y a aussi d'importants changements. D'abord, l'information ne saurait plus jamais passer des femmes. Non seulement pour des raisons d'esthétique et de présentation mais aussi de rigueur et de compétence.

— Ingrid Peritz, de *The Gazette*: «Il m'arrive de rester dans la salle de rédaction tard le soir. Et qui y a-t-il autour de moi? D'autres femmes qui redigent.»

Les femmes ont aussi changé le traitement, sinon la nature de l'information. Dans leurs mains, l'information est plus simple, moins empesée (pensons à Claire Lamarche); plus axée sur la vie des gens (pensons à Janette Bertrand), moins portée vers l'exploit.

— Julie Miville-Deschênes, correspondante à Ottawa pour *Radio-Canada*: «J'ai fait, à Toronto et Montréal, des faits divers, des incendies. Je ne parlais pas de la bravoure des policiers mais du drame des victimes.»

Et, comme nous l'avons dit plus haut, les femmes aux postes de commande ont amené avec elles un nouveau style de direction: la technique de la «porte ouverte».

Mais ces changements et ces acquis nous permettent-ils de parler d'une transformation du monde de l'information?

Non. Si les femmes journalistes réussissent parfois à imprégner leur travail d'une saveur différente, si elles ont largement gagné le respect de leurs collègues masculins, cela n'a pas déteint sur la nature ou le système de l'information comme tels. Et il y a peu de chances que cela se produise d'ici peu.

D'abord, les femmes ne sont pas nécessairement en désaccord avec la nature de l'information. Le fameux *facts, facts, facts* qui domine le monde de l'information depuis au moins un siècle est, pour les femmes comme pour les hommes, un bon point de départ. Ensuite, beaucoup de femmes ne remettent pas en question un système hiérarchisé et replié sur lui-même. Ni même le modèle dominant du parfait journaliste, qui implique imperméabilité et détachement face aux événements.

— Catherine Bainbridge de *Newswatch* (CBC): «Beaucoup de femmes journalistes ont peur d'être des femmes. Tu les regardes et tu n'arrives pas à saisir qui elles sont, elles.»

Bref, des deux grands objectifs visés par cette enquête — la transformation, d'une part et le contrôle de l'information, d'autre part — le deuxième apparaît bien plus réalisable que le premier. Bien que plusieurs femmes se dissocient spontanément du pouvoir, le nombre croissant de femmes journalistes, d'une part, et de leur besoin d'évoluer, d'autre part, amèneront, avec le temps, de plus en plus de femmes aux postes de commande.

Pour ce qui est de la transformation de l'information, elle apparaît plus aléatoire. Bien sûr, au fur et à mesure que les femmes continueront à envahir les rangs (plus de la moitié des finissants des écoles de journalisme sont des femmes), des changements se feront sentir. Changement dans le choix et le traitement de l'information, par exemple:

— Marie-Claude Lortie, de *La Presse*: «Quand est-ce qu'on va accorder aux problèmes et aux interrogations des femmes la place qui leur revient?»

Mais tout indique que ces changements demeureront des initiatives individuelles (objectivité de l'information oblige) et donc, très fragiles. En d'autres mots, des changements qui disparaîtront le jour où la ou le journaliste qui en a eu l'idée disparaîtra.

Et puis, des changements majeurs dans l'organisation du travail apparaissent tout à fait improbables. Le système, c'est trop lourd à faire bouger, disent les femmes qui préfèrent mettre leurs énergies là où elles en récolteront satisfaction dans leur «performance» à elles.

Conclusion? Les femmes journalistes ont de quoi se réjouir. Non seulement occupent-elles une place en information qui aurait été impensable il y a 15 ans, leur compétence et leur talent ne font plus de doute. Mais les femmes journalistes ont raison aussi de s'inquiéter. Malgré leurs acquis, elles pèsent moins lourd dans la balance de la profession que ne le font, par exemple, les femmes médecins ou les femmes avocates. Même la fameuse visibilité des femmes journalistes, le changement le plus évident en information au cours des dernières années, est quelque peu trompeuse puisque les femmes constituent à peine 20 p. cent des effectifs journalistiques à l'heure actuelle. L'illusion d'une meilleure répartition des tâches vient du fait que les femmes journalistes ont doublé en nombre dans les médias électroniques depuis 15 ans, passant de 11 à 21 p. cent. En presse écrite, par contre, le nombre de femmes n'a guère changé depuis 1972 et frôle les 16 p. cent.

Les femmes journalistes en sont donc à un moment tournant de leur histoire. Ou bien elles continuent dans la même lancée, ce qui permettra éventuellement un meilleur équilibre et même, un meilleur traitement de l'information. Ou bien elles se contentent de la percée actuelle, ce qui permet surtout d'enjoliver l'information sans y changer grand-chose.

NDLR: Dans une forme plus longue, ce texte a paru dans l'édition de juin du «30», le magazine du journalisme québécois.

PORTRAIT

# Un but: le développement du Québec

PIERRE GRAVEL



Claude Corbo ressemble un peu à l'institution qu'il dirige. Pas du tout à l'image stéréotypée du recteur d'une université traditionnelle.

Usager assidu du métro, il est impossible de l'imaginer se déplaçant dans une limousine aux dimensions ministérielles, habitant une résidence officielle et maintenant soigneusement une distance de bon aloi entre une sommité du monde académique et le commun des mortels. Comme c'était le cas ailleurs, il n'y a pas si longtemps.

Mais, justement, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) n'est pas une université comme les autres. Solidement implantée au centre-ville, elle a résolument choisi de rester en prise directe sur le milieu ambiant et les réalités nouvelles de la société. Et, pour y arriver, de se doter de structures et de modes de gestion favorisant la participation et la concertation.

Pas étonnant que la personnalité discrète et les propos pleins de nuances de son recteur suggèrent d'abord une impression de consensus et de souci constant d'échapper à l'accessoire pour se concentrer sur les choses essentielles.

On le sent effectivement beaucoup plus à l'aise en velours côtelé et col roulé que dans le costume trois pièces d'un technocrate du haut-savoir. Il paraît tout à fait dans son élément, la pipe aux lèvres,

au milieu de ses livres. Mais on le conçoit plus difficilement portant mortier et toge bordée d'hermine pour présider au cérémonial archaïque d'une collation de grades universitaires.

Si ce n'était de la barbe grisonnante et bien taillée, on ne remarquerait que les yeux dans ce visage légèrement émacié. De grands yeux brun, perçants, interrogateurs. Ceux d'un intellectuel beaucoup plus enclin à observer qu'à parler de lui. Car du simple professeur qu'il a été — et qu'il souhaite redevenir en fin de carrière — et du chercheur qu'il regrette un peu de n'avoir pas été suffisamment, il a gardé le désir de connaître et de comprendre. Au point d'être constamment tenté, en entrevue, d'interroger le journaliste sur son métier et ses expériences plutôt que de répondre aux questions le concernant.

Sa vie personnelle se confond d'ailleurs tellement avec celle de l'institution qu'il dirige que Claude Corbo parvient mal à long-temps parler de l'une sans faire constamment référence à l'autre. Recteur de l'UQAM depuis 1986, il l'a vu naître et se développer en même temps qu'il en gravissait tous les échelons.

Philosophe de formation, spécialiste en histoire de la pensée politique, il a tout naturellement recouru à ces schémas d'analyse pour évaluer le cheminement de l'organisation à laquelle il a, jusqu'ici, consacré toute sa carrière.

Et pour lui, avec ses forces et ses faiblesses, ses innovations heureuses et ses tâtonnements, la courte histoire de l'UQAM reflète assez exactement l'évolution récente de l'univers dont elle est issue. Comme un sismographe.

«Le tracé de son évolution depuis vingt ans, explique-t-il, reproduit exactement la courbe des secousses ayant remué la société québécoise pendant la même période.» D'abord des craquements violents; puis des ondes de choc dans toutes les directions; suivies d'une accalmie permettant d'entrevoir les contours d'une nouvelle réalité.

«Au Québec, 1969 correspond à des moments de fièvre intense.» C'était l'époque, entre autres tiraillements, de la querelle linguistique à Saint-Leonard, des manifestations violentes contre la loi 63 et de la grève des policiers de la CUM. Ce fut ensuite la Crise d'octobre, les grandes vagues de contestation sociale et de nationalisme tonitruant, suivies des affrontements pré-référendaires.

Pendant toutes ces années, après un accouchement difficile, l'UQAM était elle aussi confrontée à plusieurs problèmes majeurs.

Il lui fallait d'abord mettre en place des structures originales en milieu universitaires et reposant sur les concepts alors inédits de modules et de familles. Parallèlement, elle devait établir une fragile équation entre les forces centrifuges d'un pouvoir académique largement décentralisé et la nécessaire cohésion d'une administration responsable. Le tout sur fond de contestation étudiante directement inspirée des événements de mai 68, en France, et attisée ici par quelques théoriciens de l'autogestion étudiante et autres Georges Lapassade.

«Jusqu'au début des années 80, ça brassait partout au Québec, rappelle Claude Corbo. Pas seulement chez nous. Mais on répétait

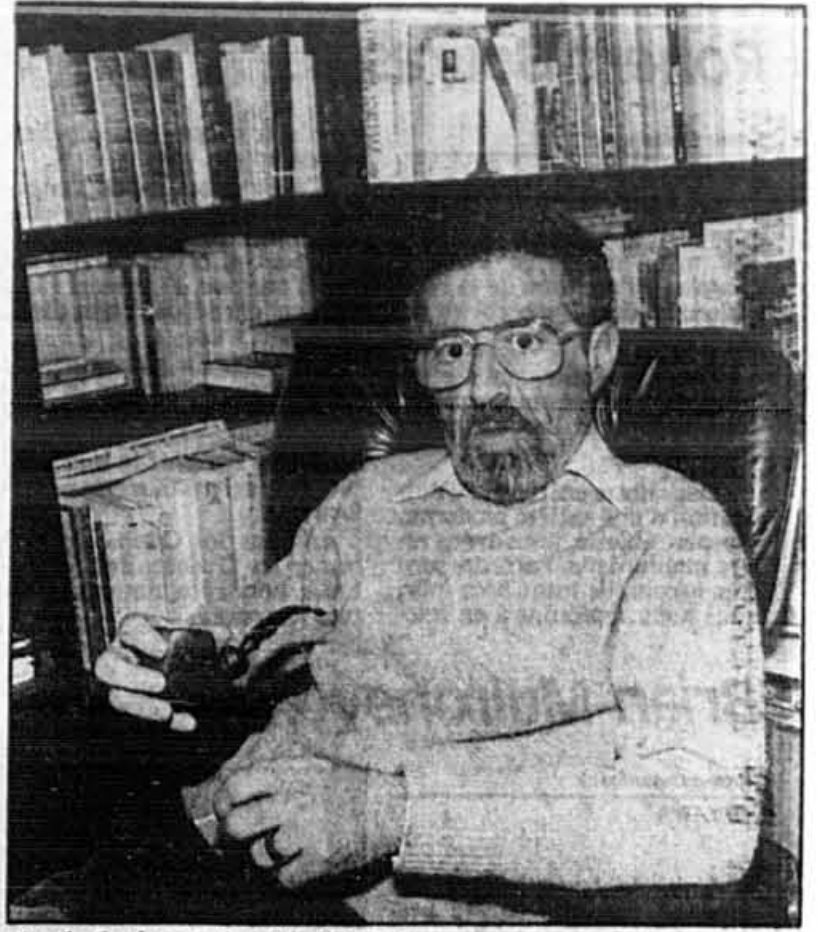
en changement, nous avons créé des liens inédits avec les milieux d'affaires. Nous y avons recruté plusieurs professeurs et adapté continuellement nos programmes de formation en tenant compte de l'évolution des besoins.»

Et l'avenir? Celui de Claude Corbo et de l'UQAM? «Jusqu'ici, toute ma carrière a évolué dans une institution d'État. C'est donc tout naturellement dans le service à la collectivité que j'envisage de continuer. À l'UQAM ou ailleurs. En attendant de retourner un jour à l'enseignement. L'important pour moi, c'est de continuer à travailler au développement du Québec. À l'université, dans la fonction publique ou autrement...»

En politique à l'occasion des prochaines élections? «Surtout ne partez pas de rumeur», se contente-t-il de répondre en rougissant un peu. Sur le ton de celui que l'expérience pourrait tenter mais pas au point d'aller lui-même offrir ses services... «Pour l'instant, l'essentiel c'est que l'UQAM, comme le Québec, se prépare à affronter les nouveaux défis qui s'annoncent dont, au premier rang, les conséquences de son faible taux de natalité.»

Pour y faire face, «il faudra que les universités francophones s'attaquent sérieusement au recrutement et à l'intégration des descendants de minorités ethniques. Sans quoi, après les avoir forcés à fréquenter l'école française au primaire et au secondaire, on va continuer à les perdre au moment du cégep. Et ça, le Québec francophone ne peut pas se le permettre.»

Surtout qu'en s'amplifiant, souligne-t-il, une telle situation en-



Claude Corbo, recteur de l'UQAM

partout qu'à l'UQAM, on était toujours en grève! Depuis près de dix ans, pourtant, le Québec est devenu beaucoup plus calme et certaines valeurs nouvelles ont émergé. Comme à l'UQAM.

«Par exemple, on s'est mis à parler d'économie, de REA, d'entrepreneuriat, etc. Et tout naturellement, nous avons développé de nouveaux secteurs d'excellence qui nous placent maintenant en position de pointe dans les sciences de la gestion. Et surtout, fidèles à notre option de départ en faveur d'une insertion harmonieuse dans la réalité québécoise, nous avons beaucoup de frustration

de part et d'autre. Et de là à l'intolérance puis à la violence, il n'y a qu'un pas.

Quand Claude Corbo parle d'intégration et de violence, il sait de quoi il s'agit. Lui-même petit-fils d'immigrant italien, il est le produit — ou la victime? — d'une assimilation totale et a pratiquement plus de contact avec sa communauté d'origine. Quant à la violence, il en connaît bien le prix élevé: en 1966, son jeune frère, Jean, à toute-veille de ses dix-sept ans, a payé de sa vie le prix d'une impatience mal assumée qui avait nom FLO.

# Le patrimoine : vieux quartiers, mais aussi continuité

DANIEL QUIMET  
collaboration spéciale

Les autorités avaient décrété: «Qui viendra à la ville pour affaires ou autre motif, participera à la fortification de la cité en y contribuant une pierre à chaque visite.»

C'est ainsi que commença au XI<sup>e</sup> siècle, sur la côte dalmate de la Yougoslavie, la construction des imposantes fortifications blanches de Dubrovnik, où les travaux se poursuivirent jusqu'en 1295.

Un an plus tard, en août 1296, un grave incendie changea l'aspect de la ville fortifiée. Le plan d'urbanisme qu'on élaborait aussitôt en vue de la construction des nouveaux quartiers s'est maintenu pendant sept siècles jusqu'à nos jours. Mais tôt le 6 avril 1667, un tremblement de terre détruisit une bonne partie de la ville et les constructions qui avaient résisté au séisme furent anéanties par un incendie au cours des trois jours suivants.

La reconstruction de Dubrovnik fut promptement entreprise, mais non sans qu'une directive n'interdise l'usage du bois dans les murs extérieurs des édifices.

Les remparts qui ceignent sur presque deux kilomètres le périmètre de la cité sont la seule structure qui ait résisté aux dévastations de 1667. Ils comprennent

des tours rondes, des tours quadrangulaires, des forteresses, des bastions et deux forteresses détachées. L'épaisseur des murailles va de quatre à six mètres du côté de la terre, et d'un mètre cinquante à trois mètres côté mer. La hauteur, par ailleurs, atteint 25 mètres par endroits.

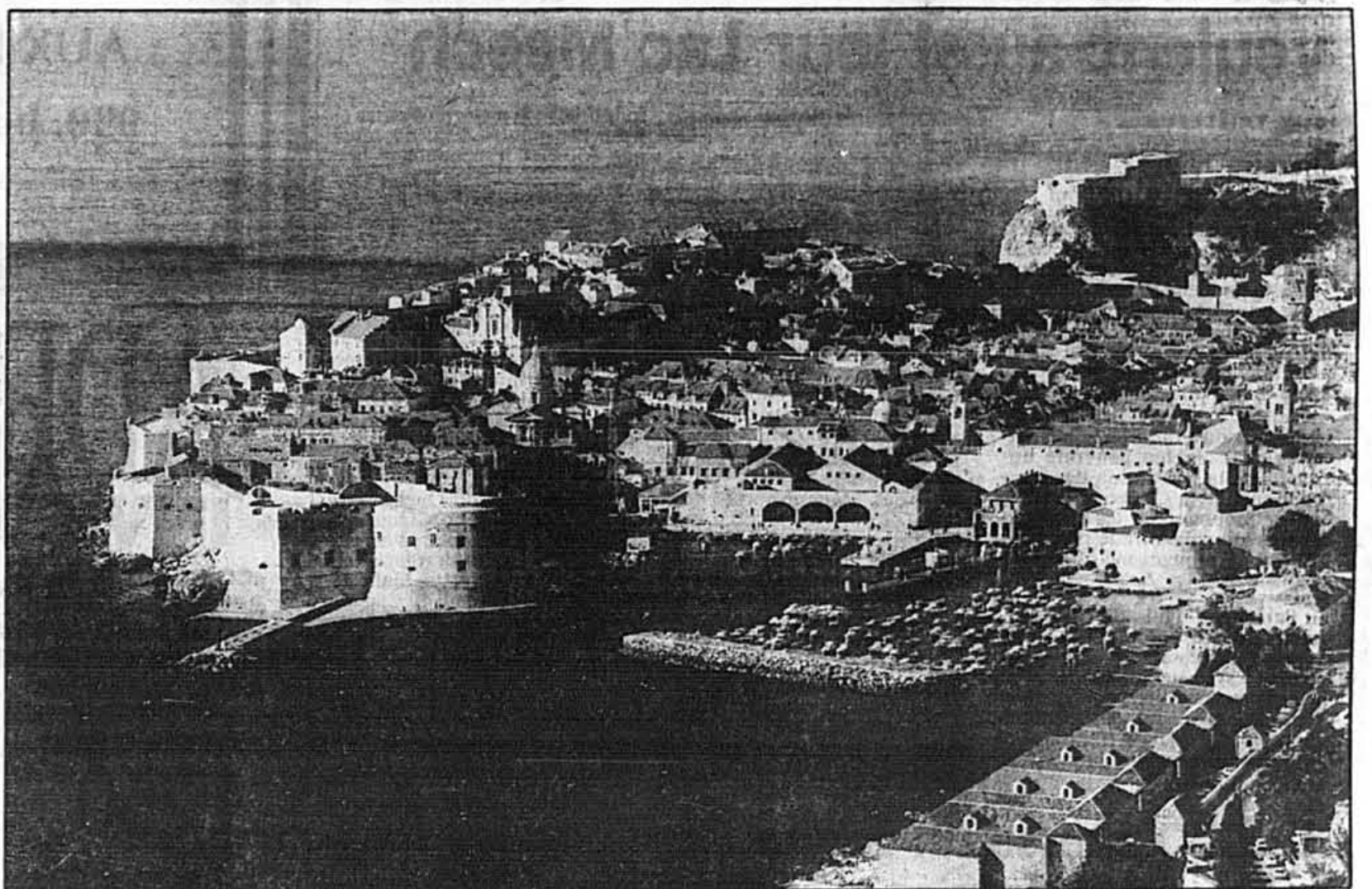
### Et Montréal?

Dubrovnik apparaît sur le registre du patrimoine culturel mondial de l'agence culturelle de l'Organisation des Nations unies (UNESCO). Québec figure sur la même liste prestigieuse, mais non Montréal.

Le gouvernement fédéral du Canada a désigné le troisième, lundi de février comme étant la «journée du patrimoine», dont la récente célébration a reçu peu d'attention en dehors des bureaux fédéraux chargés de la promotion de l'événement.

Héritage Montréal, de son côté, a profité des circonstances pour lancer une campagne de sensibilisation auprès de la population de Montréal, mais c'est dans l'espoir de sauver les vestiges restant dans la métropole: ce qui a été détruit ne requiert plus de protection.

Et les fortifications de Montréal sont au nombre des disparus: avec des esquisses et autres dessins dans les archives de la Ville, seul le nom donné à une ruelle du Vieux-Montréal en évoque le souvenir. Québec et Dubrovnik, par



Le site de Dubrovnik est occupé depuis 22 siècles. La construction de la cité actuelle a commencé à la fin du XI<sup>e</sup> siècle.

contre, ont conservé leurs murailles.

À défaut de fortifications, Montréal peut néanmoins compter sur deux valeurs précieuses:

1 — Montréal a connu, à différentes époques, des périodes de développement qui ont contribué au cachet urbain qui lui est propre. De son époque Nouvelle-France jusqu'à l'Art Déco du début de notre siècle, Montréal a vu son tissu urbain s'enrichir de curieuses mosaïques de styles et de sites.

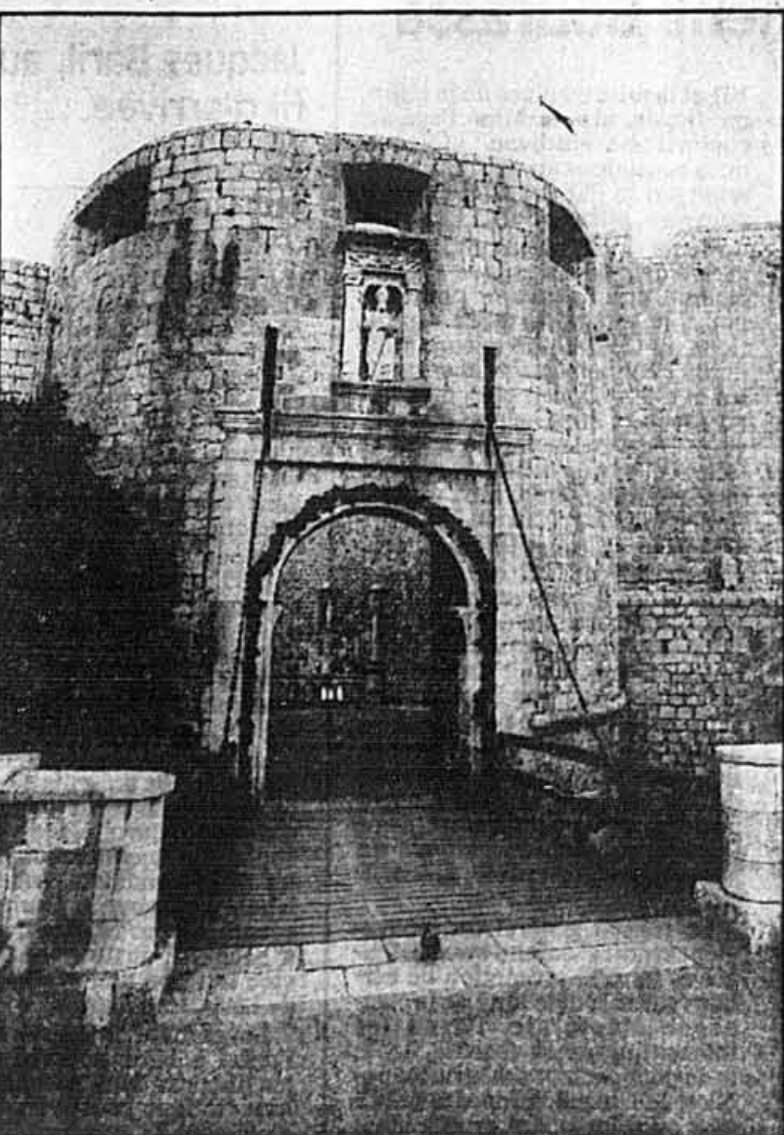
2 — De ses airs de quartier latin à ses allures de «Petite Italie», les mosaïques architecturales et culturelles de Montréal abritent presque autant de mosaïques humaines.

En somme, voici les deux valeurs de Montréal: des habitats très diversifiés et des habitants qui le sont tout autant.

Selon M. Dinu Bumbaru, architecte et directeur des services éducatifs à Héritage Montréal: «Le secret de la réussite dans la mise en valeur du patrimoine de Montréal passe d'abord par la continuité. La continuité consiste, par exemple, à ne pas affubler de châssis et de fenêtres d'aluminium une maison construite en 1850. Il en va de même pour une rue, pour un quartier et pour une ville.»

Et M. Bumbaru s'inquiète: «Les bâtiments et monuments historiques de Montréal sont toujours menacés. Les nouvelles lois et réglementations promises tardent à se manifester.»

En revanche, la ville de Québec



Devant saint Blaise, niché au-dessus du portail ouest, un pigeon indigène pose.

fait des efforts de conservation pour ses vieux quartiers. Ceux qui connaissent Québec savent pourquoi cette ville a mérité l'attention de l'UNESCO.

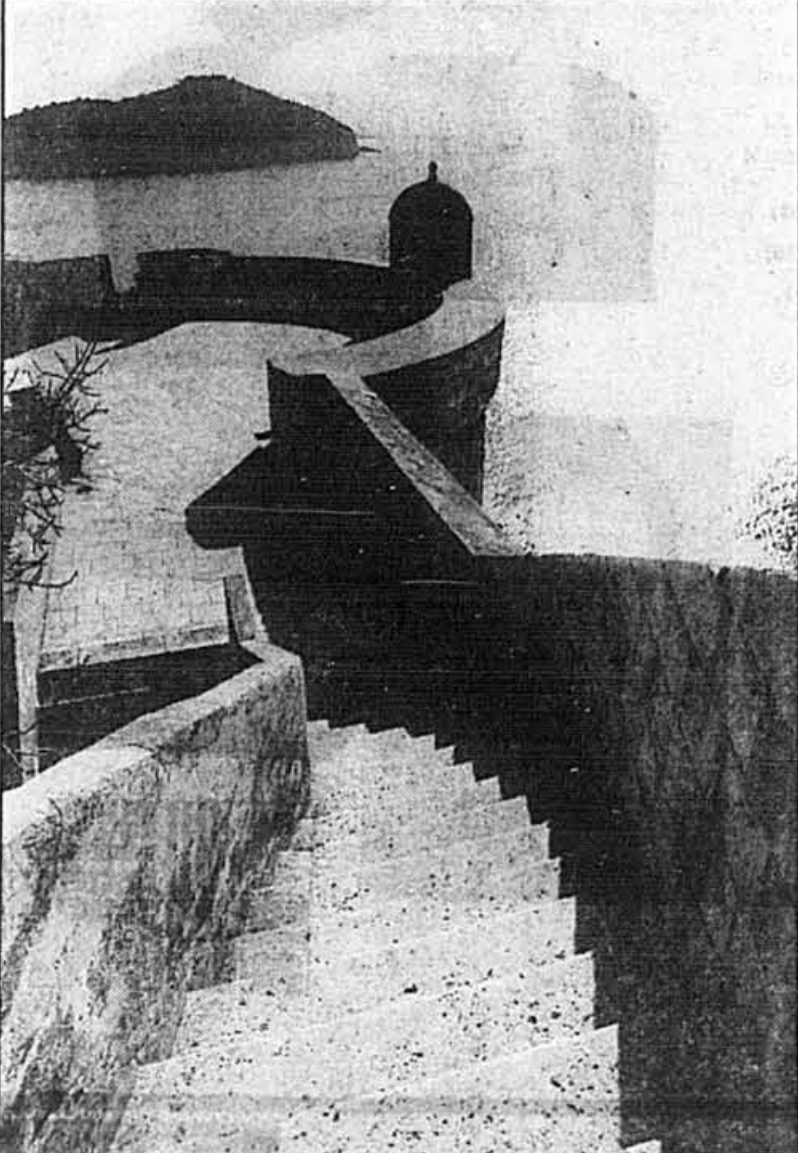
À l'instar de plusieurs autres vieilles villes européennes — comme Dubrovnik — Québec a su conserver le gros de ses bâtiments historiques dans un enviable état, et les remparts comptent parmi ceux-ci.

La Place-Royale, au contraire, a été réparée et non restaurée. Les résultats sont plutôt loin des normes en vigueur à l'époque de la Nouvelle-France. Les initiés concordent à déplorer que la continuité n'ait pas été considérée dans l'élaboration des divers chantiers de cet ensemble de la base-ville de la Vieille capitale.

Comme dans le cas de Dubrovnik, c'est l'ensemble de la vieille partie de Québec, bien plus que les bâtiments eux-mêmes, qui lui a valu la reconnaissance de l'UNESCO. Mais contrairement à Québec, ce n'est pas la concentration d'immeubles en un lieu délimité par des remparts qui serait le meilleur atout de Montréal. Ce serait plutôt l'étalement des immeubles d'intérêt culturel partout dans le cadre urbain.

Cet étalement des styles est manifeste quand, en se promenant d'un quartier à l'autre dans la ville, on voit ces mosaïques se nouer les unes aux autres. Le passant pourra parfois s'étonner de voir plusieurs styles se côtoyer dans un même bout de rue.

DANIEL QUIMET est un journaliste et photographe pigiste de Montréal.



Le soleil aveuglant du midi offre un coup d'oeil en contre-jour sur les remparts.

## Les messages de la Saint-Jean

### Robert Bourassa...

Presse Canadienne  
QUÉBEC

Voici le message du premier ministre Robert Bourassa à l'occasion de la Fête nationale des Québécoises et des Québécois.

«Tous ensemble, nous célébrons de nouveau notre passé, notre présent et l'avenir qui y prend racine.

«Dans notre entreprise d'édification d'une société moderne, prospère et juste, nous avons relevé maints défis. Forts des progrès accomplis jusqu'à ce jour, nous nous apprêtons à en rele-

ver d'autres tout aussi exigeants et exaltants.

«Ce parcours, nous l'entreprenons avec la confiance et la détermination qui caractérisent ceux et celles qui ont appris à cultiver les valeurs sûres de la solidarité, de la ténacité et de la tolérance.

«Au nom du gouvernement du Québec, je formule le vœu que tous nos concitoyens et concitoyennes perpétuent dans cette voie d'avenir le sens véritable de ce ressourcement collectif.

«À tous les Québécois et à toutes les Québécoises, je souhaite une Fête nationale des plus joyeuses».



### Brian Mulroney...

Presse Canadienne  
OTTAWA

Voici le texte intégral du message transmis par le premier ministre Brian Mulroney à l'occasion de la Fête de la Saint-Jean-Baptiste:

«Aujourd'hui, tous les Canadiens et Canadiennes de langue française célèbrent un passé glorieux et un avenir prometteur.

«La Saint-Jean-Baptiste, au Québec et au Canada français, est avant tout la fête de la solidarité.

«A travers les siècles, cette solidarité unit les explorateurs d'un nouveau continent et les jeunes d'aujourd'hui. Elle est, depuis que des hommes et des femmes parlent français en terre d'Amérique, l'expression de la fierté en ce qu'ils sont et de l'ambition de ce qu'ils veulent



devenir. Fierté d'avoir été fidèles au rêve de leur aïeux, de leurs parents, de tous ceux qui les ont précédés ici, et l'ambi-

tion de bâtir un avenir encore meilleur pour ceux qui les suivront.

«Les Québécois et les Québécoises et tous les Canadiens et Canadiennes ont accompli ensemble, au cours des dernières années, des progrès importants sur la voie de l'unité et de la prospérité.

«Je suis particulièrement fier que l'Accord du lac Meech ait reconnu que le Québec constitue une société distincte au sein du Canada et que les minorités de langue officielle sont une caractéristique fondamentale du Canada. Et je souhaite ardemment que l'an prochain, nous pourrions célébrer ensemble la ratification de l'accord par toutes les provinces canadiennes.

«En mon nom personnel, et en celui de mon épouse Mila, je suis très fier de souhaiter à tous une joyeuse Saint-Jean-Baptiste».

## Les francophones hors Québec veulent aussi leur Lac Meech

GUY TAILLEFER  
de la Presse Canadienne  
OTTAWA

Les francophones hors Québec veulent eux aussi leur Lac Meech et leur société distincte. Ils ont jeté à la poubelle le rêve d'un Canada bilingue «coast to coast» et ne sont plus loin de penser maintenant que leur salut passe par une «débilisation» de la société canadienne.

Tel est l'état d'esprit dans lequel s'est ouverte, hier soir à Ottawa, l'assemblée générale annuelle de la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ), qui se propose pour les trois prochains jours de faire le procès de 20 ans de bilinguisme officiel au Canada.

Par «débilisation», le président de la FFHQ Guy Taillefer veut dire notamment la mise sur pied de systèmes de garderies et de réseaux scolaires, de l'élémentaire à l'université, qui fonctionnent uniquement en français. Les minorités francophones méritent

aussi leur statut distinct, estime-t-il.

«Pourquoi pas nous, puisque le Québec l'a obtenu. Est-ce qu'on reproche aux Anglo-Québécois d'avoir leurs propres institutions?»

La diaspora canadienne-française vit un tournant de son histoire. «Nous avons vécu le bilinguisme à la Trudeau, dit-il en entrevue. Il est peut-être temps maintenant de vérifier si les prémisses sur lesquelles nous avons fondé notre action ne devraient pas être changées».

En effet, puisque le bilinguisme n'a pas empêché le taux d'assimilation des francophones hors Québec de dépasser les 60 p. cent dans des provinces comme l'Alberta et la Saskatchewan. Cela dit, M. Taillefer refuse de tirer un constat d'échec des 20 ans de bilinguisme officiel qui viennent de s'écouler.

Pas question de faire des reproches au gouvernement fédéral pour la situation actuelle. Il a largement fait sa part, estime M. Taillefer, qui en veut davantage aux provinces pour l'obstruction dont

font preuve la majorité d'entre elles à l'épanouissement des quelque 650 000 francophones hors Québec.

#### Double face

La FFHQ ne cache pas non plus son exaspération face au gouvernement québécois, qu'elle accuse d'avoir plus d'un visage.

«Est-il un allié ou un ennemi?», s'est interrogé M. Taillefer, qui entend profiter de l'occasion en fin de semaine pour river son clou au gouvernement du Québec dans ce domaine.

L'ambivalence du Québec face aux francophones hors Québec a d'ailleurs été illustrée avec éloquence la semaine dernière, lors de l'audition de la cause Mahé devant la Cour suprême du Canada. Une cause par laquelle des parents franco-albertains cherchent à faire reconnaître le droit constitutionnel de leur communauté de gérer leurs écoles. Une cause contre laquelle se bat, contre toute attente, le gouvernement du Québec.

La FFHQ souhaite dans ces conditions «revoir ses alliances». Mal appuyée par le Québec, elle songe à resserrer ses liens avec les autres communautés ethniques canadiennes.

## La CEQ dresse un bilan négatif du dernier mandat du gouvernement Bourassa

JOHANNE LENNEVILLE  
de la Presse Canadienne

Réunie hier en conseil général, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) a dressé un bilan très négatif des quatre années de pouvoir du gouvernement de Robert Bourassa.

Selon la présidente de la centrale syndicale, Mme Lorraine Pagé, l'action du Parti libéral a été généralement assez éloignée des positions de la CEQ sur plusieurs sujets. Elle a entre autres pointé du doigt les questions de réductions budgétaires dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux, l'absence de stratégie de plein-emploi et le manque de fermeté dans le dossier linguistique.

Mais fidèle à sa tradition, la CEQ rejette toute forme d'appui à un parti politique en vue des prochaines élections provinciales, qui devraient avoir lieu cet automne. Elle invite plutôt ses membres à appuyer, dans les régions, des candidats sur une base individuelle.

Dans sa stratégie en prévision du prochain scrutin, la CEQ souligne qu'il lui est impossible de soutenir le Parti québécois. Le mouvement syndical inscrit en effet l'action du gouvernement Bourassa dans la continuité du dernier mandat du Parti québécois.

La diminution des budgets alloués aux grands services publics comme la santé et l'éducation a commencé sous le règne du gouvernement péquiste, de même que le début de l'érosion à la Loi

101 et la mise en place de la réforme fiscale, a noté Mme Pagé au cours d'une entrevue. «Ce que nous constatons aujourd'hui a été semé par le PQ quand il était au pouvoir», allègue-t-elle.

Même si elle reconnaît le Nouveau Parti démocratique (NPD) comme une formation politique pouvant répondre à ses aspirations, la CEQ hésite encore à lui donner son appui. On juge en effet que le nouveau chef du parti au Québec, M. Gaétan Nadeau, «n'est guère rassurant». La CEQ estime que la direction de ce parti manque tout simplement de profondeur et d'expérience.

Mais si un candidat local, provenant soit du PQ ou du NPD, montre qu'il peut «contribuer à renforcer la qualité de la vie politique au Québec», la CEQ pourrait alors lui donner un coup de pouce, déclare Mme Pagé.

La centrale contribuerait alors à donner plus de poids à l'opposition parlementaire, qui pourrait de son côté soutenir les groupes populaires et syndicaux dans leurs revendications auprès du gouvernement en place, précise-t-elle.

Le conseil général du mouvement syndical entend aussi défendre et faire la promotion de certains sujets tout le long de la campagne électorale. Parmi les thèmes qui seront abordés, il y a: le développement des services publics; la consolidation des politiques sociales et des programmes sociaux; un régime fiscal capable de solutionner les problèmes des finances publiques et d'assurer une redistribution de la richesse; la protection des emplois et la défense de la loi 101.

### Jacques Baril, au fil d'arrivée...

Presse Canadienne  
ARTHABASKA

L'ancien député péquiste dans Arthabaska, Jacques Baril, bien qu'il soit entré tardivement dans la course, a devancé au fil d'arrivée son adversaire Paul Laquerre et remporté la victoire, hier soir, à l'assemblée d'investiture du Parti québécois dans cette circonscription électorale.

Député péquiste de 1976 à 1985, avant de se retirer temporairement de la politique, M. Baril tentera donc de ramener Arthabaska dans le giron péquiste, en se mesurant au député libéral sortant, Laurier Gardner.

Le résultat du vote des 200 militants présents à cette assemblée d'investiture n'a pas été dévoilé, mais les applaudissements reçus par les deux candidats avaient laissé transpirer un mince avantage pour M. Baril, qui a accueilli juste avant le vote son bon ami et député de Lévis, Jean Garon.

Le gagnant a insisté sur l'unité à bâtir pour battre les libéraux dans Arthabaska: «Il faut penser immédiatement à l'avenir et faire une grande famille où l'harmonie va régner». Il a promis de livrer une grande bataille.

## ÉVÉNEMENT SPÉCIAL CHEZ

# Bens

UNE LÉGENDE DE LA RESTAURATION DEPUIS 1908

Pour venir en aide au Bureau du cinéma de Montréal et au Bureau du cinéma du Québec (SOGIC)

# Bens

### SERA FERMÉ LE LUNDI 26 JUIN

pour le tournage du film

«ENEMIES, A LOVE STORY»

réalisé par

PAUL MAZURSKY

# Bens

est fier de jouer un rôle dans cette production d'envergure internationale et de contribuer à l'essor de l'industrie cinématographique de Montréal et de la province de Québec.

# Bens

regrette de devoir incommoder ses clients pour cet événement spécial.

# Bens

### SERA OUVERT DÈS LE MARDI 27 JUIN, AUX HEURES HABITUELLES

990, boul. de Maisonneuve ouest  
Montréal  
844-1001

# ADRIEN ARPEL

## INVISIBLE SKIN NETTING<sup>MD</sup>

«COMBATTEZ LE RELÂCHEMENT DE VOTRE PEAU AVEC MA NOUVELLE CRÈME QUI AGIT COMME UN VOILE PROTECTEUR RAFFERMISSANT.» Adrien Arpel

# 4250

«Votre peau manque de fermeté et vous avez l'air fatigué, vieilli? Optez pour Invisible Skin Netting, un produit révolutionnaire qui hydrate la peau tout en resserrant les pores. Il s'utilise seul ou sous le maquillage. Présentée à l'état solide dans un attrayant boîtier, cette crème raffermissante est entrelacée de bandes Firmogen, un agent hydratant qui redonne à la peau sa fermeté et son élasticité.»

Centre-ville de Montréal 251-4781; Anjou 353-3300, poste 3204; Pointe-Claire 697-4870, poste 225; Carrefour Laval 687-1540, poste 3210; Centre Boulevard 728-4571, poste 250; Promenades St-Bruno 653-4455, poste 2237; Place Versailles 354-8470, poste 259; Centre Rockland 739-5521, poste 251.



VOS CARTES SONT MAÎTRESSES! Nous ne brusquons pas les cartes. À la Bens, vous jouissez d'un grand crédit!

la Baie